

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173  
N° 72

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 3  
nō Tiurai 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

##### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

###### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° 4-2024 PPF du 26 juin 2024 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française

Pages

9892

##### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

###### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 867 CM du 25 juin 2024 fixant les modalités d'organisation du recrutement sur dossier des agents de bureau, des aides techniques et aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française

9895

Arrêté n° 868 CM du 25 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de collège de Paopao - Moorea pour financer l'ouverture de la filière certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin

9897

Avis n° 876 CM du 26 juin 2024 sur le projet de décret portant autorisation d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa dénommé France-Visas

9899

Arrêté n° 877 CM du 26 juin 2024 portant modification de la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé Centre des métiers d'art de la Polynésie française

9900

Arrêté n° 886 CM du 27 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié portant application de la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises

9901

Arrêté n° 887 CM du 27 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1680 CM du 22 septembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public fluvial, au regard de la terre domaniale Nivee composée de Nivee Iti et de Nivee Rahi (partie), parcelles cadastrées section AT n° 16 et n° 17, sises à Papenoo, PK 21, côté montagne, commune de Hitiaa O Te Ra, au profit de la SARL Pacific Gaz

9902

Arrêté n° 888 CM du 27 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 2175 CM du 24 septembre 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial de la rivière Tuauru, au droit de la parcelle cadastrée section V n° 1248, sise dans la commune de Mahina, au profit de Mme Raina Taputuarai

9903

Arrêté n° 889 CM du 27 juin 2024 portant modification de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence de la Polynésie française relatif à la révision des loyers de certains baux

9904

Arrêté n° 890 CM du 27 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'université de la Polynésie française au titre de l'exercice 2024 pour le financement d'une thèse relative à l'évaluation du potentiel de la climatisation par eau de mer profonde (SWAC) pour la réduction de la consommation d'électricité à l'échelle des territoires (année 3)	9906
Arrêté n° 897 CM du 27 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour le financement de l'organisation du Carnaval 2024	9908
Arrêté n° 901 CM du 28 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie française « Te Fare 'Upa Rau »	9910
Arrêté n° 902 CM du 28 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 1742 AR du 16 décembre 1983 relatif aux attributions du service du patrimoine archivistique et audiovisuel de la Polynésie française	9911
Arrêté n° 903 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Salty Cruise dans le cadre de l'Aide à la création numérique - ACN	9912
Arrêté n° 904 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 667 CM du 12 mai 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Remise en état des structures des lotissements OPH - Études », commune de Faaone, Papara et Papeete	9913
Arrêté n° 905 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 1304 CM du 28 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Sécurisation des garde-corps et marches des lotissements OPH - Études », commune de Papeete et Pirae	9914
Arrêté n° 906 CM du 28 juin 2024 portant prolongation n° 2 du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 21 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Viabilisation de parcelles Atehui études », commune de Papara	9915
Arrêté n° 907 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 20 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Domaine Ahnne études », commune de Paea	9916
Arrêté n° 908 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 1150 CM du 30 juillet 2020 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Réhabilitation du lotissement Tetauau études » commune de Afareaitu, Moorea	9917
Arrêté n° 909 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 22 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Infrastructure Mamao Vallon études » commune de Papeete	9918
Arrêté n° 910 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 2111 CM du 14 octobre 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Logements étudiants Popoto études » commune de Papeete	9919
Arrêté n° 911 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hao pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	9920
Arrêté n° 912 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	9922
Arrêté n° 913 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	9924
Arrêté n° 914 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Arue pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	9926
Arrêté n° 915 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen	9928

## ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

### Présidence

Arrêté n° 1005 PR du 24 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 1235 PR du 19 septembre 2023, constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française	9930
--	------

Arrêté n° 1016 PR du 26 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Yolande VERNAUDON déléguée pour le suivi des conséquences des essais nucléaires	9931
Arrêté n° 1021 PR du 27 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE), d'un local à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Fare Tony édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AH n° 57, appartenant à la SCI Fare Tony	9933
Arrêté n° 1026 PR du 27 juin 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Arawin Limited pour le navire à voile Aragon	9934
Arrêté n° 1027 PR du 27 juin 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, d'un local à usage de bureau situé au Fare Paana, sis commune de Hitia'a O Te Rā, commune associée de Papeno'o, d'une superficie de 29,28 m², appartenant à la commune de Hitia'a O Te Rā	9935
Arrêté n° 1029 PR du 28 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Tahiti au droit de la parcelle cadastrée section B n° 112, commune de 'Ārue, au profit de M. Tamatoa Francisco PEREZ	9936
Arrêté n° 1034 PR du 28 juin 2024 portant agrément du comité du tourisme de Hiva Oa dans la catégorie « Relais de la destination »	9938
Arrêté n° 1038 PR du 1er juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3028 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Matahi TAPETA-MOANARUA-TUTAVAE pour la production audiovisuelle d'un documentaire, intitulé <i>Flora Aurima DEVATINE : les étoiles de l'Aurore</i>	9939
Arrêté n° 1039 PR du 1er juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3030 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Nicolas PÉROU, pour la préparation audiovisuelle d'une série de films d'animation, intitulée <i>Fruinua</i>	9940
<b>Vice-présidence, ministère des solidarités</b>	
Arrêté n° 5646 VP/DSFE du 28 juin 2024 portant subdélégation de signature de Mme Ravahere RAUZY, directrice par intérim des solidarités de la famille et de l'égalité, au profit des agents placés sous son autorité	9941
<b>Ministère de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle</b>	
Arrêté n° 5491 MFT/DMRA du 25 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité	9945
Arrêté n° 5492 MFT/DMRA du 25 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, Directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité	9947
Arrêté n° 5550 MFT/DMRA du 26 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 4940 MFT/DMRA du 25 mai 2023 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité	9949
Arrêté n° 5583 MFT du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 5161 MFT du 10 juin 2024 portant délégation de signature à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier	9950
<b>Ministère des grands travaux, de l'équipement</b>	
Arrêté n° 5490 MGT/DEQ du 25 juin 2024 relatif à des travaux de voirie de la SA Électricité de Tahiti en accotement de la route territoriale de Makemo	9952
Arrêté n° 5514 MGT/DTT du 25 juin 2024 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01B 50H délivrée à Mme Maeva TERNIER épouse DROUET sur l'île de Huahine	9955
Arrêté n° 5517 MGT du 25 juin 2024 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier, au droit de la parcelle cadastrée section AN n° 54, terre lot de ville Vaiteuru, sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Teva BION	9956
Arrêté n° 5519 MGT du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 13620 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint Xavier Maris Stella III	9957
Arrêté n° 5520 MGT du 26 juin 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 4 du 10 avril 2024	9958

Arrêté n° 5521 MGT du 26 juin 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 6 du 12 juin 2024	9959
Arrêté n° 5528 MGT du 26 juin 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Hiva Oa n° 199 VMT-AUQ 01 et portant attribution d'une licence multi-transports à Mme Maire-Nui KOHUEINUI épouse HAUATA	9960
Arrêté n° 5529 MGT du 26 juin 2024 portant radiation de la licence de transport touristique n° 03B 63T attribuée à M. Teiva MULATIER	9961
Arrêté n° 5530 MGT du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER	9962
Arrêté n° 5720 MGT du 1er juillet 2024 portant autorisation d'empiètement d'une superficie totale de cent-trente mètres carrés (130 m²), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BI n° 16, terre Ahutai lot 1A, sise à Anau, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de la Mme Laiana TIMOTEO	9963
<b>Ministère de l'économie, du budget et des finances</b>	
Arrêté n° 5468 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9344 MRE DAE du 27 octobre 2014	9964
Arrêté n° 5469 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6075 VP du 9 juillet 2014	9965
Arrêté n° 5470 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6488 VP du 21 juillet 2014	9966
Arrêté n° 5471 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6478 VP du 21 juillet 2014	9967
Arrêté n° 5472 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6734 VP du 25 juillet 2014	9968
Arrêté n° 5473 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7008 VP du 30 juillet 2014	9969
Arrêté n° 5474 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 347 PR du 24 juin 2014	9970
Arrêté n° 5475 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10601 MRE DAE du 3 décembre 2014	9971
Arrêté n° 5476 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10215 MRE DAE du 20 novembre 2014	9972
Arrêté n° 5477 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9349 MRE DAE du 27 octobre 2014	9973
Arrêté n° 5478 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8840 MRE DAE du 3 octobre 2014	9974
Arrêté n° 5479 MEF/DGAE du 25 juin 2024 modifiant la décision de rejet n° 8241 VP DAE du 3 septembre 2014	9975
Arrêté n° 5480 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 226 MRE DAE du 8 janvier 2015	9976
Arrêté n° 5481 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6266 VP du 15 juillet 2014	9977
Arrêté n° 5482 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7007 VP du 30 juillet 2014	9978
Arrêté n° 5483 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8633 VP DAE du 11 septembre 2014	9979
Arrêté n° 5599 MEF/DGAE du 26 juin 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française en application de l'article LP. 250-2-II	9980
Arrêté n° 5613 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de M. Tamahere CHANSON, en fonction à la délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées	9981
Arrêté n° 5614 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de Mme Tupuhina MAIRAI, en fonction à la vice-présidence, ministère des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées	9982

Arrêté n° 5615 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de M. Tamahere CHANSON, en fonction au ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées	9983
Arrêté n° 5628 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Sebastian BESA-PINCEMIN pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9984
Arrêté n° 5629 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Toaura PIERE pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9986
Arrêté n° 5630 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Yannick MOPI et Mme Mihimana VANAA épouse MOPI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9988
Arrêté n° 5631 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Yolenne PAHUATINI épouse HUET et M. Joseph HUET pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9989
Arrêté n° 5632 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Nelly VANQUIN pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9990
Arrêté n° 5633 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Mickaël DANGUIAT pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9991
Arrêté n° 5656 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Christine MASSON pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9992
Arrêté n° 5657 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Josué HOKUIN et Mme Jade HELLE pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9993
Arrêté n° 5658 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Gilles OSMONT et Mme Dossia MAI épouse OSMONT pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages	9995
Arrêté n° 5695 MEF/DGAE du 1er juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6741 VP du 25 juillet 2014	9997
Arrêté n° 5696 MEF/DGAE du 1er juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9585 MRE DAE du 3 novembre 2014	9998
<b>Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement</b>	
Arrêté n° 5503 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 2845 MPR DRM du 15 mars 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Kirimiro Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 517)	9999
Arrêté n° 5504 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 2482 MPR DRM du 29 février 2024 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Ragikura Pearls, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 516)	10001
Arrêté n° 5505 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 11248 MCE DRM du 11 octobre 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 344)	10003
Arrêté n° 5506 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 5043 MPR DRM du 5 juin 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA KMK, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 494)	10005
Arrêté n° 5507 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 215)	10007

Arrêté n° 5508 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean MATEROURU (fils), sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 204)	10009
Arrêté n° 5509 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 350)	10011
Arrêté n° 5510 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Wilfred Mio BELLAIS, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 659)	10013
Arrêté n° 5511 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Franck VAIHO, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 660)	10015
Arrêté n° 5512 MPR/DRM du 25 juin 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Makiroto Eugène MAIFANO à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 115)	10017
Arrêté n° 5571 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jean-Noël HAMBLIN pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	10019
Arrêté n° 5572 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 554 MDA du 21 janvier 2015 accordant à M. Arnold Taurama SUN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française	10020
Arrêté n° 5573 MPR/DRM du 26 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 3195 MCE DRM du 5 avril 2022 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Bruce Teka Yann TEIVA, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 116)	10021
Arrêté n° 5574 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Norman Tauaea PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377)	10022
Arrêté n° 5575 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM, sis à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 109)	10024
Arrêté n° 5576 MPR/DRM du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 14519 MCE DRM du 23 décembre 2022 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 598)	10026
Arrêté n° 5577 MPR/DRM du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 4180 MCE DRM du 20 avril 2023 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tarava Pearl, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 492)	10028
Arrêté n° 5578 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Jubilé, sis à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 54)	10030
Arrêté n° 5579 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Roseline REREAO-VAITOARE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 344)	10032
Arrêté n° 5580 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336)	10034
Arrêté n° 5581 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Aukena Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 191)	10036
Arrêté n° 5582 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 187)	10038

Arrêté n° 5611 MPR du 27 juin 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses en cage de l'élevage de Mme Jacinthe TAHUA	10040
Arrêté n° 5612 MPR du 27 juin 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en plein air de l'élevage de M. Jean-Christophe VIRIAMU	10041
Arrêté n° 5616 MPR/DRM du 27 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 12216 VP du 14 novembre 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Irénéo TEAKAROTU, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 162)	10042
Arrêté n° 5634 MPR du 28 juin 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er novembre 2021 et abrogation de l'arrêté n° 9331 VP du 25 août 2021 autorisant la location d'une parcelle de terre d'une superficie de 2 200 m <sup>2</sup> dépendant du domaine dit Plateau de Taravao, sis à Āfa'ahiti, commune de Tai'arapu-Est, île de Tahiti, au profit de la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY	10044
Arrêté n° 5635 MPR du 28 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 1611 MAF du 16 février 2023 autorisant la location du lot n° 14 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Plateau de Taravao Extension 2, sis commune de Taiarapu-Est, commune associée de Afa'ahiti, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Valérie Titaina AVAEMA	10045
Arrêté n° 5647 MPR/DIREN du 28 juin 2024 portant autorisation dérogatoire à l'association Te Honu no Raiatea pour exercer une activité de chasse audiovisuelle de l'espèce <i>Chelonia mydas</i> à des fins de photo-identification	10046
Arrêté n° 5717 MPR du 1er juillet 2024 portant délégation de signature à M. Roland BOPP en qualité de directeur de l'agriculture	10047
Arrêté n° 5723 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société SARL Dive and Sea Tahiti à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19611 (Babouche One) et PY 40349PL (Sartek One) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10050
Arrêté n° 5724 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société EURL The Native Expedition à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19029 (Naiakeha) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10052
Arrêté n° 5725 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société EURL Tatahi Tours à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40478PL (Manu Tiaki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10054
Arrêté n° 5726 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société SARL Kavic à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18421 (Kavic) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024	10056
<b>Ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur</b>	
Arrêté n° 5516 MEE du 25 juin 2024 relatif au traitement des arriérés archivistiques détenus par la subdivision des îles Sous-le-Vent du service du contrôle des dépenses engagées	10058
Arrêté n° 5659 MEE du 28 juin 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du collège du Taaone - Pirae adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 22 avril 2024	10059
Arrêté n° 5660 MEE du 28 juin 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 du collège de Atuona adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 14 mai 2024	10062
Arrêté n° 5711 MEE du 1er juillet 2024 autorisant Mme Jennifer KAHN à effectuer une campagne de sondages archéologiques dans les tarodières situées sur les terres « Aipapa » et « Vaiavai », sises dans la commune associée de Āvera, commune de Rurutū, île de Rurutū, archipel des Australes	10065
<b>Ministère de la santé</b>	
Arrêté n° 5718 MSP du 1er juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim	10067
<b>Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance</b>	
Arrêté n° 5620 MJP du 28 juin 2024 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française	10070

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

#### Arrêté n° 4-2024 PPF du 26 juin 2024 portant modification de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française

NOR : ETA24300390AR

L'administrateur général des finances publiques en Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2018 modifié sur l'organisation du service des comptables publics ;

Vu l'arrêté n° HC 926 du 24 décembre 2010 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques en Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 10 février 2011 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu l'avis n° 732 du 22 mai 2024 du conseil des ministres de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2024 portant nomination de M. Fabien HAXAIRE à compter du 1er juillet 2024 ;

Vu l'arrêté 3-2024 PPF du 7 juin 2024 portant modification de mandataire et délégation de signatures à la paierie de Polynésie française,

Arrête :

#### Article 1er. — Délégations générales et permanentes

M. Fabien HAXAIRE, administrateur des finances publiques adjoint, payeur de la paierie de Polynésie française, donne procuration générale et permanente à Mme Isabelle COZIEN, inspectrice divisionnaire des finances publiques adjointe, Mmes Régine MESTRE et Françoise CASALS, inspectrices des finances publiques, et à MM. Vincent MULLER et Damien CLEMENÇON, inspecteurs des finances publiques, avec mandat :

- de gérer et d'administrer la paierie de la Polynésie française ;
- opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception ;
- recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion leur est confiée ;
- exercer toutes poursuites ;
- effectuer les déclarations de créances en matière de procédure collective d'apurement du passif ;
- agir en justice en lieu et place du payeur ;
- acquitter tous mandats ;
- exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements ;
- donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées ;
- signer les récépissés, quittances et décharges ;

- fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'administration ;
- opérer, à la direction des finances publiques, les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon ;
- représenter le payeur auprès des agents de l'administration de la poste pour toute opération ;
- prendre l'engagement de ratifier tout ce que les mandataires du payeur auront pu faire en vertu de la présente procuration.

En conséquence, M. Fabien HAXAIRE donne pouvoir à Mme Isabelle COZIEN, inspectrice divisionnaire des finances publiques adjointe, Mmes Régine MESTRE et Françoise CASALS, inspectrices des finances publiques, et à MM. Vincent MULLER et Damien CLEMENÇON inspecteurs des finances publiques, de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la paierie de la Polynésie française, entendant ainsi transmettre aux mandataires tous les pouvoirs suffisants pour qu'ils puissent, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

## Art. 2. — Délégations spéciales

### 1. Procuration spéciale relative au fonctionnement courant du service

Mme Pascale WAN, contrôlease des finances publiques, et M. Allen SANQUER, contrôleur des finances publiques reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé des recettes non fiscales, les mêmes pouvoirs que Mme Françoise CASALS, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celle-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

M. Louis PICARD, contrôleur principal des finances publiques, Mmes Inès FAATAHE et Poema MANARANI, contrôleuses des finances publiques et MM. Victor TEHARURU et Stiwin HUERI, contrôleurs des finances publiques, reçoivent, pour ce qui concerne le fonctionnement courant du secteur chargé des recettes fiscales et douanières, les mêmes pouvoirs que M. Damien CLEMENÇON, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de celui-ci, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mmes Tina LO, Dolorès MAURIN-LUCAS, Jocelyne WAN et Maea TAUTU-BARBIER, contrôleuses des finances publiques M. Rodolphe TSU, contrôleur principal des finances publiques et M. Andrew VANQUE, contrôleur des finances publiques, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du secteur chargé du paiement des dépenses assignées à la caisse du payeur, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de Mme Régine MESTRE, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mmes Tomitila ROMANOFF, Pressilia LAROCHE, Joséphine NORDHOFF et Tearo LE CAILL, contrôleuses des finances publiques, M. Bernard GODARD, agent administratif principal des finances publiques et Mme Otari TATA, ANFA, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé de la tenue de la comptabilité générale du poste sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Vincent MULLER, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

Mme Chantal SMAIL, contrôlease des finances publiques et Mme Otari TATA, ANFA, reçoivent mandat pour signer toutes pièces relatives au fonctionnement courant du service chargé du suivi et du contrôle des régies de recettes et d'avance, sous réserve de n'en faire usage qu'en cas d'empêchement de M. Vincent MULLER, sans que cette condition soit opposable aux tiers.

### 2. Procuration spéciale en matière de procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises

Mme Isabelle COZIEN, inspectrice divisionnaire des finances publiques adjointe, Mmes Régine MESTRE et Françoise CASALS, inspectrices des finances publiques, MM. Vincent MULLER et Damien CLEMENÇON, inspecteurs des finances publiques, M. Louis PICARD, contrôleur principal des finances publiques, Mmes Pascale WAN, Poema MANARANI et Inès FAATAHE, contrôleuses des finances publiques et MM. Allen SANQUER, Victor TEHARURU et Stiwin HUERI, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les bordereaux de déclaration de créances ainsi que tous documents relatifs aux procédures de redressement et de liquidation judiciaires des entreprises prévues par les articles L. 620-1 et suivants du code de commerce.

### 3. Procuration spéciale en matière d'attestation de régularité fiscale à délivrer aux entrepreneurs souhaitant soumissionner aux marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics

Mme Isabelle COZIEN, inspectrice divisionnaire des finances publiques adjointe, Mmes Régine MESTRE et Françoise CASALS, inspectrices des finances publiques, MM. Vincent MULLER et Damien CLEMENÇON, inspecteurs des finances publiques, M. Louis PICARD, contrôleur principal des finances publiques, Mmes Pascale WAN, Poema MANARANI et Inès FAATAHE, contrôleuses des finances publiques, MM. Allen SANQUER, Victor TEHARURU et Stiwin HUERI, contrôleurs des finances publiques, M. Moe TAIARUI, agent administratif principal des finances publiques, et Mmes Maud GHOZET, Charline BROTHERRSON, Vaeana LIS et Joyce LO, Carmen FLACH, agentes administratifs principales des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les attestations de régularité fiscale prévues par l'annexe 14 § 3.1 du code des marchés publics passés au nom de la Polynésie française et de ses établissements publics.

### 4. Procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux

Mme Isabelle COZIEN, inspectrice des finances publiques adjointe, Mmes Régine MESTRE et Françoise CASALS, inspectrices des finances publiques, et MM. Vincent MULLER et Damien CLEMENÇON, inspecteurs des finances publiques reçoivent procuration aux fins de :

- représenter M. Fabien HAXAIRE aux audiences des tribunaux de Papeete ;
- donner reçu et signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et, d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini ;
- procuration spéciale en matière de représentation devant les tribunaux dans le cadre de l'assignation des débiteurs en procédure collective.

5. M. Damien CLEMENÇON, inspecteur des finances publiques et M. Louis PICARD, contrôleur principal des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de :

- représenter M. Fabien HAXAIRE aux audiences du tribunal mixte de commerce de Papeete ;
- donner reçu et signer toutes minutes ou autres documents relatifs à ces audiences ;
- argumenter, acquiescer et, d'une manière générale, procéder à tous les actes nécessaires à l'accomplissement du mandat ainsi défini ;
- signer tous les documents nécessaires à l'assignation des débiteurs en redressement et liquidation judiciaire.

#### 6. Procuration spéciale en matière d'octroi de délais de paiement

Mme Françoise CASALS, inspectrice des finances publiques, M. Damien CLEMENÇON, inspecteur des finances publiques, M. Louis PICARD contrôleur principal des finances publiques, Mmes Pascale WAN, Poema MANARANI et Inès FAATAHE, contrôleuses des finances publiques et MM. Allen SANQUER, Victor TEHARURU et Stiwin HUERI, contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins de signer les octrois de délais de paiement dans la limite fixée en interne par M. Fabien HAXAIRE.

M. Moe TAIARUI, agent administratif principal des finances publiques, et Mmes Maud GHOZET, Charline BROTHERSON, Vaeana LIS, Joyce LO et Carmen FLACH, agentes administratives principales des finances publiques, reçoivent procuration de signer les octrois de délais de paiement dans la même limite.

#### 7. Procuration spéciale en matière de remises de majorations et de frais de poursuites

Mme Françoise CASALS, inspectrice des finances publiques, M. Damien CLEMENÇON, inspecteur des finances publiques, M. Louis PICARD contrôleur principal des finances publiques, Mmes Poema MANARANI et Inès FAATAHE, contrôleuses des finances publiques, et MM. Allen SANQUER, Victor TEHARURU et Stiwin HUERI contrôleurs des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuites dans la limite fixée en interne par M. Fabien HAXAIRE.

M. Moe TAIARUI, agent administratif principal des finances publiques, Mmes Maud GHOZET, Charline BROTHERSON, Vaeana LIS, Joyce LO et Carmen FLACH, agentes administratives principales des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accorder des remises de majorations et frais de poursuites en matière de produits fiscaux dans la même limite.

#### 8. Procuration spéciale en matière d'acceptation des soumissions cautionnées de douane

Mme Françoise CASALS, inspectrice des finances publiques, M. Damien CLEMENÇON, inspecteur des finances publiques, M. Louis PICARD contrôleur principal des finances publiques, MM. Allen SANQUER, Victor TEHARURU et Stiwin HUERI, contrôleurs des finances publiques, et Mmes Inès FAATAHE et Poema MANARANI, contrôleuses des finances publiques, reçoivent procuration aux fins d'accepter les soumissions cautionnées déposées en couverture des droits et taxes de douane exigibles.

#### 9. Procuration spéciale en matière d'acquit

M. Bernard GODARD, agent administratif principal des finances publiques, Mme Tomitila ROMANOFF, Pressilia LAROCHE, Joséphine NORDHOFF, Chantal SMAIL, Tearo LE CAILL contrôleuses des finances publiques, et Mme Otari TATA, ANFA, reçoivent procuration pour effectuer toutes les opérations de caisse et délivrer quittances.

Art. 3. — L'arrêté n° 3-2024 PPF du 7 juin 2024 portant désignation de mandataires et délégation de signatures à la paierie de la Polynésie française est abrogé.

Pour l'administrateur général des finances publiques :

*Le directeur adjoint,*  
Thierry ACHARD

**ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES****Arrêté n° 867 CM du 25 juin 2024 fixant les modalités d'organisation du recrutement sur dossier des agents de bureau, des aides techniques et aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française***NOR : DRH24201341AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-233 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-251 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le recrutement en qualité de fonctionnaire pour les cadres d'emplois des agents de bureau, des aides techniques et des aides médico-techniques de la fonction publique de la Polynésie française est réalisé parmi les candidats, sans conditions de diplômes, inscrits sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'une sélection sur dossier suivie d'un entretien individuel ou d'une mise en situation professionnelle devant un jury.

Art. 2. — Chaque session de recrutement fait l'objet d'un arrêté du Président de la Polynésie française qui précise la période et les modalités de dépôt des dossiers de candidature, la période au cours de laquelle ont lieu les entretiens ou les mises en situation professionnelle, le nombre de postes à pourvoir et leur affectation, la date de proclamation des résultats et la date d'affectation des lauréats.

Art. 3. — Le dossier de candidature comprend obligatoirement :

- une copie de la pièce d'identité en cours de validité ;
- le formulaire d'inscription au recrutement sans concours dûment rempli, daté et signé ;
- une lettre de candidature indiquant les compétences précises du candidat et ses motivations à intégrer le cadre d'emplois pour lequel le recrutement est ouvert ;
- un *curriculum vitae* détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que, le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés par le candidat.

Le candidat peut joindre à l'appui de son *curriculum vitae* les justificatifs souhaités (certificats et contrats de travail, attestations d'employeur ou de formation).

Tout dossier incomplet ou mal renseigné sera rejeté.

Art. 4. — Le jury est nommé par arrêté du Président de la Polynésie française. Il comprend :

- le directeur général des ressources humaines ou son représentant, président ;
- un chef de service de la Polynésie française ou un directeur d'établissement public à caractère administratif, ou son représentant ;
- un représentant du personnel tiré au sort parmi les représentants du personnel (titulaires ou suppléants) aux commissions administratives paritaires compétentes pour les cadres d'emplois concernés par la session de recrutement.

En fonction de la nature des épreuves, en particulier dans le cadre de la mise en situation professionnelle, des examinateurs du domaine technique évalué peuvent, sur invitation du président du jury, assister les membres du jury lors des épreuves. Les examinateurs ne participent pas aux délibérations du jury.

Art. 5. — En fonction du nombre de candidats inscrits, le jury peut se constituer en groupes d'examineurs pour l'analyse des dossiers de candidature et les épreuves d'entretien et de mise en situation professionnelle.

Chaque groupe d'examineurs comprend :

- un membre du jury, à l'exception du représentant du personnel nommé membre du jury ;
- un agent public désigné par l'un des membres du jury au regard des compétences qu'il détient dans le domaine concerné par le recrutement, à l'exception du représentant du personnel nommé membre du jury ;
- un représentant du personnel désigné parmi les représentants du personnel (titulaires ou suppléants) aux commissions administratives paritaires compétentes pour les cadres d'emplois concernés par la session de recrutement.

La composition du groupe d'examineurs reste inchangée pendant l'analyse des dossiers de candidature et les épreuves d'entretien ou de mise en situation professionnelle. Le remplacement d'un examinateur absent, même temporairement, n'est pas autorisé.

La grille d'évaluation des candidats, commune à tous les groupes d'examineurs, est arrêtée par le jury.

Art. 6. — Les dossiers de candidature sont examinés par le jury. Au terme de cet examen, la liste des candidats sélectionnés pour l'entretien individuel ou la mise en situation professionnelle est établie.

Les candidats sélectionnés sont convoqués à l'entretien individuel ou à la mise en situation professionnelle par courrier écrit et/ou par courrier électronique.

Art. 7. — Le jury apprécie la valeur des candidats au cours de l'entretien individuel ou de la mise en situation professionnelle.

L'entretien individuel devant le jury vise à apprécier la motivation et l'aptitude du candidat à exercer les missions dévolues aux agents de bureau, aux aides techniques ou aux aides médico-techniques (durée : 20 minutes).

La mise en situation professionnelle devant le jury consiste, à partir d'une situation de travail donnée, à présenter l'organisation du travail et à mettre en œuvre les techniques et les outils de travail que l'exercice des fonctions implique, dans le respect des conditions élémentaires de sécurité et de prévention (durée : 20 minutes).

Le jury attribue une note de 0 à 20. Toute note inférieure à 10 sur 20 entraîne l'élimination du candidat.

Le jury détermine souverainement la note minimale exigée des candidats pour être inscrits sur la liste des candidats aptes au recrutement.

Art. 8. — À l'issue des épreuves, le jury arrête, par ordre de mérite, la liste des candidats aptes au recrutement, pour une durée de 2 ans.

Cette liste peut comporter un nombre de lauréats supérieur à celui des postes à pourvoir. En cas de renoncement d'un lauréat, il est fait appel au premier lauréat suivant sur la liste. Si un ou plusieurs postes ne figurant pas initialement dans le nombre de postes ouverts au recrutement deviennent vacants, l'administration peut faire appel aux lauréats figurant sur la liste dans l'ordre de celle-ci, jusqu'à la date d'ouverture du recrutement suivant.

Art. 9. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS

**Arrêté n° 868 CM du 25 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de collège de Paopao - Moorea pour financer l'ouverture de la filière certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin**

NOR : DEE24200828AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement présentée par le collège de Paopao - Moorea en date du 8 novembre 2023 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 5 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de quatre-cent-soixante-et-un-mille-neuf-cent-soixante-huit francs CFP (461 968 F CFP) en faveur de collège de Paopao - Moorea pour financer l'ouverture de la filière certificat polynésien d'aptitude professionnelle de gestion et exploitation en milieu marin.

Art. 2. — Le montant de la subvention s'élèvera à 100 % du coût de l'opération estimé à quatre-cent-soixante-et-un-mille-neuf-cent-soixante-huit francs CFP toutes taxes comprises (461 968 F CFP TTC) mais ne pourra pas excéder le montant plafond de quatre-cent-soixante-et-un-mille-neuf-cent-soixante-huit francs CFP toutes taxes comprises (461 968 F CFP TTC).

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 909, AP 171.2024, AE 37.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera suivant les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit deux-cent-trente-mille-neuf-cent-quatre-vingt-quatre francs CFP (230 984 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde sera versé sur production, dans un délai de 12 mois à compter du dernier versement de la subvention, des pièces justificatives des dépenses de la totalité de l'opération.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de la subvention d'investissement auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, l'autorité qui a attribué la subvention constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à collège de Paopao - Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAA

**Avis n° 876 CM du 26 juin 2024 sur le projet de décret portant autorisation d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa dénommé France-Visas***NOR : EMP24201913AV-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 ;

Vu la lettre de saisine n° HC 263 DIRAJ/BAJC/rr du 29 mai 2024,

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Émet l'avis suivant :

Article 1er. — Le projet de décret portant autorisation d'un traitement de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa dénommé France-Visas appelle un avis favorable.

Art. 2. — Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 877 CM du 26 juin 2024 portant modification de la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 portant création d'un établissement public territorial dénommé Centre des métiers d'art de la Polynésie française**

NOR : CMA24201473AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé Centre des métiers d'art de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1998 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 4 de la délibération n° 80-16 du 7 février 1980 modifiée portant création d'un établissement public territorial dénommé Centre des métiers d'art de la Polynésie française est rédigé ainsi qu'il suit :

« Art. 4.— Le Centre est administré par un conseil d'administration de sept (7) membres ayant voix délibérative, composé comme suit :

- le ministre en charge de la culture, président ;
- le ministre en charge de la formation professionnelle, vice-président ;
- un représentant de l'Assemblée de la Polynésie française désigné par cette institution ou son suppléant, membre ;
- le chef du service de l'artisanat ou son représentant, membre ;
- le directeur de la culture et du patrimoine ou son représentant, membre ;
- le représentant des élèves au CPMA et au BPMA ou son suppléant, membre ;
- le représentant des étudiants au DNMADE ou son suppléant, membre.

Les mandats des administrateurs expirent de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant conduit à leur désignation ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 886 CM du 27 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié portant application de la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises**

NOR : DTT24201676AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises ;

Vu l'arrêté n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié portant application de la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises ;

Vu l'arrêté n° 1540 CM du 6 septembre 2023 fixant les tarifs maximaux des transports par taxis en Polynésie française ;

Vu les conclusions de l'étude sur le secteur d'activité des taxis en Polynésie française, et notamment sur la tarification conduite sous la convention n° 4908 MGT/DTT du 11 juillet 2022, et en particulier pour les îles Sous-le-Vent ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 4° de l'article 2 de l'arrêté n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié susvisé, le nombre : « 2024 » est remplacé par le nombre : « 2025 ».

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 887 CM du 27 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 1680 CM du 22 septembre 2017 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public fluvial, au regard de la terre domaniale Nivee composée de Nivee Iti et de Nivee Rahi (partie), parcelles cadastrées section AT n° 16 et n° 17, sises à Papenoo, PK 21, côté montagne, commune de Hitiaa O Te Ra, au profit de la SARL Pacific Gaz**

*NOR : DEQ24201585AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de la SARL Mana Ito en date du 12 avril 2024 ;

Vu le rapport de visite n° 704 MGT/DEQ/GEG en date du 10 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1680 CM du 22 septembre 2017 est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 888 CM du 27 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 2175 CM du 24 septembre 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public fluvial de la rivière Tuauru, au droit de la parcelle cadastrée section V n° 1248, sise dans la commune de Mahina, au profit de Mme Raina Taputuarai**

NOR : DEQ24201598AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Mme Raina Ludmilla TAPUTUARAI épouse ADAMS en date du 7 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 2175 CM du 24 septembre 2021 est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

# **Arrêté n° 889 CM du 27 juin 2024 portant modification de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence de la Polynésie française relatif à la révision des loyers de certains baux**

NOR : DAE24201578AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la concurrence et notamment ses articles LP. 110-3 et LP. 113-1 ;

Vu la loi du pays n° 2012-26 du 10 décembre 2012 relatif aux baux à usage d'habitation meublée et non meublée ;

Vu la délibération n° 71-111 du 12 juillet 1971 modifiée portant réglementation des loyers des locaux à usage professionnel (r.e. Arrêté n° 2771 AA du 26 août 1971) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Avant le chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la partie « Arrêtés » du code de la concurrence, il est créé un chapitre liminaire ainsi rédigé :

« Chapitre liminaire - Dispositions relatives à l'encadrement des révisions des loyers de certains baux

## Section 1 - Dispositions générales

Art. A. 110-1. Sur tout le territoire de la Polynésie française, les révisions de loyers peuvent intervenir, sauf délai de révision contractuel supérieur :

- tous les ans à la date d'anniversaire de la conclusion du bail pour les locaux à usage d'habitation ;
- tous les trois ans à la date d'anniversaire de la conclusion du bail pour les locaux à usage commercial, artisanal, industriel ou professionnel.

Art. A. 110-2. La demande de révision de loyer à la hausse ou à la baisse est formée par le bailleur ou le locataire :

- au moins un mois avant la date d'anniversaire de la conclusion du bail pour les baux des locaux à usage d'habitation ;
- au moins trois mois avant la date d'anniversaire de la conclusion du bail pour les baux des locaux à usage commercial, artisanal, industriel ou professionnel.

À défaut de manifester sa volonté d'appliquer la révision du loyer dans les délais mentionnés, le bailleur ou le locataire est réputé avoir renoncé au bénéfice de cette clause pour la période écoulée.

Il ne peut y avoir de rattrapage des révisions non effectuées les années précédentes ni de perception à titre rétroactif.

Art. A. 110-3. Lorsque le bailleur ou le locataire souhaite procéder à une révision du loyer à la hausse ou à la baisse des locaux à usage d'habitation, commercial, artisanal, industriel ou professionnel, il forme une demande par un acte extrajudiciaire, par une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par une lettre remise en main propre contre signature ou par tout autre moyen écrit permettant de prouver sa bonne réception.

Il appartient à la partie qui en a formé la demande de prouver qu'elle a bien notifié la demande de révision de loyer à l'autre partie.

La demande de révision de loyer doit, à peine de nullité, préciser le montant du loyer révisé demandé.

## Section 2 - Des loyers des baux des locaux à usage d'habitation

Art. A. 110-4. Il est créé un index pour les loyers privés dénommé « ILP ».

Cet index est composé intégralement de l'indice des prix à la consommation « IPC », calculé mensuellement par l'Institut de la statistique de la Polynésie française hors loyers, tabacs, alcools et transports aériens internationaux.

L'index pour les loyers privés « ILP », qui est calculé mensuellement par l'Institut de la statistique de la Polynésie française, est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. A. 110-5. Le taux de révision des loyers des locaux à usage d'habitation est librement débattu entre les parties, dans la limite de la variation entre :

- le dernier index pour les loyers privés publié à la date d'anniversaire donnant lieu à révision ;
- et l'index pour les loyers privés publié à la date d'anniversaire de la précédente révision ou à la date de la conclusion du bail quand il s'agit de la première révision.

Le taux de révision à la baisse comme à la hausse des loyers des baux des locaux à usage d'habitation ne peut excéder 2 %.

### Section 3 - Des baux des locaux à usage commercial, artisanal, industriel ou professionnel

Art. A. 110-6. Il est créé un index pour les loyers commerciaux dénommé « ILC ».

Cet index est composé pour 75 % de l'indice des prix à la consommation « IPC », calculé mensuellement par l'Institut de la statistique de la Polynésie française hors loyers, tabacs, alcools et transports aériens internationaux et pour 25 % de l'index BTG 01.0.

L'index pour les loyers commerciaux « ILC », qui est calculé mensuellement par l'Institut de la statistique de la Polynésie française, est publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. A. 110-7. Le taux de révision des loyers des locaux à usage commercial, artisanal, industriel ou professionnel est librement débattu entre les parties, dans la limite de la variation entre :

- le dernier index pour les loyers commerciaux « ILC » publié à la date d'anniversaire donnant lieu à révision ;
- et l'index pour les loyers commerciaux « ILC » publié à la date d'anniversaire de la précédente révision ou à la date de la conclusion du bail quand il s'agit de la première révision.

Le taux de révision à la baisse comme à la hausse des loyers des baux des locaux à usage commercial, artisanal, industriel ou professionnel ne peut excéder 2 %.

Art. 2. — Sont abrogés :

- la délibération n° 75-41 du 14 février 1975 portant réglementation des baux à usage commercial, artisanal et industriel;
- l'arrêté n° 1462 CM du 31 décembre 1992 relatif aux révisions des loyers des baux des locaux à usage d'habitation, professionnel, commercial, industriel ou artisanal;
- l'arrêté n° 499 CM du 18 avril 2013 limitant le taux de révision des loyers de certains locaux à usage d'habitation ;
- l'arrêté n° 235 CM du 29 février 2024 relatif au blocage temporaire de la hausse des loyers de certains baux.

Art. 3. — Le présent arrêté entre en vigueur le 30 août 2024.

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 890 CM du 27 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'université de la Polynésie française au titre de l'exercice 2024 pour le financement d'une thèse relative à l'évaluation du potentiel de la climatisation par eau de mer profonde (SWAC) pour la réduction de la consommation d'électricité à l'échelle des territoires (année 3)**

*NOR : ENR24201524AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'université de la Polynésie française en date du 30 avril 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 659 581 F CFP (six-cent-cinquante-neuf-mille-cinq-cent-quatre-vingt-un francs CFP) en faveur de l'université de la Polynésie française pour financer la troisième et dernière année d'une thèse relative à l'évaluation du potentiel de la climatisation par eau de mer profonde (SWAC) pour la réduction de la consommation d'électricité à l'échelle des territoires.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 974 04, article 657 3, centre de travail 7721-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé sur le compte bancaire de l'université de la Polynésie française.

Art. 4. — La subvention est versée selon les modalités suivantes :

- un premier versement de 329 791 F CFP TTC (trois-cent-vingt-neuf-mille-sept-cent-quatre-vingt-onze francs CFP TTC), soit 50 % de la subvention de fonctionnement, à la notification du présent arrêté ;
- le solde de 329 790 F CFP TTC (trois-cent-vingt-neuf-mille-sept-cent-quatre-vingt-dix francs CFP TTC), soit 50 % de la subvention de fonctionnement, sur présentation du rapport final d'activité et d'un état récapitulatif global des dépenses engagées pour l'opération.

Art. 5. — l'université de Polynésie française s'engage à produire dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'aide financière, les pièces justificatives auprès de la direction polynésienne de l'énergie attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'université de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 897 CM du 27 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour le financement de l'organisation du Carnaval 2024***NOR : SJS24201023AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse en date du 20 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 2865 PR du 17 mai 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 17 mai 2024 ;

Vu l'avis n° 123-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 3 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 33 246 691 F CFP (trente-trois-millions-deux-cent-quarante-six-mille-six-cent-quatre-vingt-onze francs CFP) en faveur de l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse pour le financement de l'organisation du Carnaval 2024.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française :

- pour un montant de 33 246 691 F CFP (trente-trois-millions-deux-cent-quarante-six-mille-six-cent-quatre-vingt-onze francs CFP) à l'exercice 2024, programme 97106, article 6574 et centre de travail 8240-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 16 623 346 F CFP (seize-millions-six-cent-vingt-trois-mille-trois-cent-quarante-six francs CFP), à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française ;

- le solde de 50 %, soit 16 623 345 F CFP (seize-millions-six-cent-vingt-trois-mille-trois-cent-quarante-cinq francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la 1re fraction perçue, à transmettre au plus tard à la fin de l'année civile d'attribution de la subvention.

Art. 4. — L'association Te Tama Ti'a Hou - Union polynésienne pour la Jeunesse s'engage à produire les pièces justificatives du solde de 50 % auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté au plus tard 3 mois à compter du terme de l'année civile pour laquelle la subvention de fonctionnement a été octroyée.

Art. 5. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Te Tama Ti'a Hou - Union Polynésienne pour la Jeunesse et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*

Nahema TEMARII

**Arrêté n° 901 CM du 28 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie française « Te Fare 'Upa Rau »**

NOR : CAP24201201AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 89-102 AT du 20 juillet 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé « Conservatoire artistique de la Polynésie française » ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie française « Te Fare 'Upa Rau » ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 1er de l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie française « Te Fare 'Upa Rau » est ainsi rédigé :

« Article 1er.— L'établissement est administré par un conseil d'administration de neuf (9) membres ayant voix délibérative, composé ainsi qu'il suit :

- le ministre en charge de la culture ou son représentant, président ;
- le ministre en charge de la jeunesse, vice-président ;
- deux représentants de l'assemblée de la Polynésie française désignés par cette institution ou leur suppléant, membres ;
- le directeur de l'établissement public Te Fare Tauhiti nui - Maison de la culture ou son représentant, membre ;
- le chef du service du patrimoine archivistique et audiovisuel ou son représentant, membre ;
- un représentant de l'association des parents d'élèves et d'élèves adultes du Conservatoire artistique de la Polynésie française, membre ;
- deux personnalités qualifiées dans le domaine culturel ou artistique, désignées par le Président de la Polynésie française, membres.

Outre les personnes prévues par les réglementations particulières, le directeur de l'établissement et le chef du service de la culture et du patrimoine participent de droit aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Le président peut inviter à assister aux séances du conseil d'administration, toute personne dont l'avis est susceptible d'éclairer les débats ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Ronny TERIIPALA

**Arrêté n° 902 CM du 28 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 1742 AR du 16 décembre 1983 relatif aux attributions du service du patrimoine archivistique et audiovisuel de la Polynésie française**

NOR : ARC24201596AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 83-81 du 28 avril 1983 modifiée portant sur la réglementation archivistique en Polynésie française (r.e. par Arrêté n° 1856 AA du 1er juin 1983) ;

Vu l'arrêté n° 1742 AR du 16 décembre 1983 modifié relatif aux attributions du service territorial des archives de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1966 CM du 7 décembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service du patrimoine archivistique et audiovisuel (Te piha faufa'a tupuna) ;

Vu la délibération n° 84-1002 AT du 20 septembre 1984 portant création du secrétariat général du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 381 CM du 23 juin 2005 modifié portant organisation du secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 345 CM du 8 juin 2005 modifié portant création d'une banque de données juridiques au secrétariat général du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la circulaire 3203 PR du 20 avril 2023 relative aux obligations d'archivage incombant aux organismes publics de la Polynésie française ;

Vu le règlement général sur la protection des données à caractère personnel ;

Vu les lettres n<sup>OS</sup> 8479/SGG et 1886/SGG des 6 décembre 2023 et 27 mars 2024 ;

Vu le récolement du 27 mars 2024 ;

Vu les nécessités du service ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Il est inséré au deuxième alinéa de l'article 2 de l'arrêté n° 1742 AR du 16 décembre 1983 après le mot : « Toutefois », l'expression : « le secrétariat général du gouvernement, ».

Art. 2. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 903 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une aide financière en faveur de l'EURL Salty Cruise dans le cadre de l'Aide à la création numérique - ACN**

NOR : ADN24201292AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1886 CM du 9 septembre 2022 portant application de la loi du pays n° 2022-32 du 23 août 2022 portant création d'un dispositif d'Aide à la création numérique - ACN, en Polynésie française ;

Vu la demande d'aide financière présentée par l'EURL Salty Cruise en date du 27 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière de 184 190 F CFP (cent-quatre-vingt-quatre-mille-cent-quatre-vingt-dix francs CFP) en faveur de l'EURL Salty Cruise pour financer la création de son site internet et/ou application mobile.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 97405, article 6525, centre de travail 8410-F.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte bancaire de l'EURL Salty Cruise selon les modalités suivantes :

- un premier versement de quatre-vingt-douze-mille-quatre-vingt-quinze francs CFP (92 095 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté ;
- le solde de quatre-vingt-douze-mille-quatre-vingt-quinze francs CFP (92 095 F CFP), soit cinquante pour cent du montant global de l'aide, à compter de la remise des documents justifiant de la dépense.

Art. 4. — L'EURL Salty Cruise s'engage à produire dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de parution de l'arrêté d'octroi, au *Journal officiel* de la Polynésie française, un état récapitulatif des dépenses effectuées, les justificatifs comptables couvrant l'intégralité des dépenses locales telles que présentées dans le cadre du projet et les justificatifs techniques de l'existence du site internet, auprès de la Direction générale de l'économie numérique - DGEN.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL Salty Cruise et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 904 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 667 CM du 12 mai 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Remise en état des structures des lotissements OPH - Études », commune de Faaone, Papara et Papeete**

NOR : OPH24201594AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 667 CM du 12 mai 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Remise en état des structures des lotissements OPH - Études », communes de Faaone, Papara et Papeete ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 4 juillet 2022 ;

Vu la demande de prolongation du délai de réalisation n° 110620241452/OPH/DFC/SP/mp en date du 11 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de réalisation mentionné à l'article 3 de l'arrêté n° 667 CM du 12 mai 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Remise en état des structures des lotissements OPH - Études » commune de Faaone, Papara et Papeete est prolongé de six mois et porté au 4 janvier 2025.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Office polynésien de l'habitat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 905 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 1304 CM du 28 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Sécurisation des garde-corps et marches des lotissements OPH - Études », commune de Papeete et Pirae**

NOR : OPH24201595AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1304 CM du 28 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Sécurisation des garde-corps et marches des lotissements OPH - Études », communes de Papeete et Pirae ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 30 août 2023 ;

Vu la demande de prolongation du délai de réalisation n° 110620241531 OPH/DFC/SP/mp en date du 11 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de réalisation mentionné à l'article 3 de l'arrêté n° 1304 CM du 28 juillet 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat au titre de l'opération « Sécurisations des garde-corps et marches des lotissements OPH - Études » communes de Papeete et Pirae est prolongé de six mois et porté au 28 février 2025.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Office polynésien de l'habitat et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 906 CM du 28 juin 2024 portant prolongation n° 2 du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 21 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Viabilisation de parcelles Atehui études », commune de Papara**

NOR : OPH24201492AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 21 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Viabilisation de parcelles Atehui études », commune de Papara ;

Vu l'arrêté n° 91 CM du 1er février 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 21 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Viabilisation de parcelles Atehui études », commune de Papara ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 25 janvier 2023 ;

Vu la demande de prolongation n° 2 du délai de réalisation n° 050620240822/OPH/DFC/SP/ls du 5 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de réalisation mentionné à l'article 3 de l'arrêté n° 21 CM du 5 janvier 2023 modifié approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Viabilisation de parcelles Atehui études », commune de Papara, est prolongé de six mois et porté au 25 janvier 2025.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 907 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 20 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Domaine Ahnne études », commune de Paea**

NOR : OPH24201478AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 20 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Domaine Ahnne études », commune de Paea ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 20 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Domaine Ahnne études », commune de Paea.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 908 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 1150 CM du 30 juillet 2020 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Réhabilitation du lotissement Tetatau études » commune de Afareaitu, Moorea**

NOR : OPH24201477AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1150 CM du 30 juillet 2020 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Réhabilitation du lotissement Tetatau études », commune de Afareaitu, Moorea ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 1150 CM du 30 juillet 2020 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Réhabilitation du lotissement Tetatau études » commune de Afareaitu, Moorea.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 909 CM du 28 juin 2024 constatant la caducité de l'arrêté n° 22 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Infrastructure Mamao Vallon études » commune de Papeete**

NOR : OPH24201479AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 22 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Infrastructure Mamao Vallon études » commune de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Conformément aux dispositions de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 susvisée, il est constaté la caducité de l'arrêté n° 22 CM du 5 janvier 2023 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Infrastructure Mamao Vallon études » commune de Papeete.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 910 CM du 28 juin 2024 portant prolongation du délai de réalisation prévu à l'article 3 de l'arrêté n° 2111 CM du 14 octobre 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Logements étudiants Popoto études » commune de Papeete**

NOR : OPH24201482AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant dispositions d'application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2111 CM du 14 octobre 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Logements étudiants Popoto études » commune de Papeete ;

Vu le commencement d'exécution de l'opération en date du 16 août 2022 ;

Vu la demande de prolongation du délai de réalisation n° 050620240812/OPH/DFC/SP/l's du 5 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Le délai de réalisation mentionné à l'article 3 de l'arrêté n° 2111 CM du 14 octobre 2022 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'Office polynésien de l'habitat pour financer l'opération « Logements étudiants Popoto études » commune de Papeete est prolongé de six mois et porté au 16 février 2025.

Art. 2. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 911 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Hao pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201164AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de deux-millions-quatre-vingt-deux-mille-cinq-cents francs CFP (2 082 500 F CFP) en faveur du collège de Hao pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit un-million-quarante-et-un-mille-deux-cent-cinquante francs CFP (1 041 250 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit un-million-quarante-et-un-mille-deux-cent-cinquante francs CFP (1 041 250 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Hao s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Hao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 912 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Faaroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen***NOR : DEE24201125AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-cent-cinquante-cinq-mille-cinq-cents francs CFP (1 155 500 F CFP) en faveur du collège de Faaroa pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit cinq-cent-soixante-dix-sept-mille-sept-cent-cinquante francs CFP (577 750 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit cinq-cent-soixante-dix-sept-mille-sept-cent-cinquante francs CFP (577 750 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Faaroa s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Faaroa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAA

**Arrêté n° 913 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Atuona pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201123AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-deux-cent-cinquante-huit-mille-huit-cents francs CFP (1 258 800 F CFP) en faveur du collège de Atuona pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit six-cent-vingt-neuf-mille-quatre-cents francs CFP (629 400 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit six-cent-vingt-neuf-mille-quatre-cents francs CFP (629 400 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Atuona s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Atuona et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 914 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Arue pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen**

NOR : DEE24201054AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

;Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million de francs CFP (1 000 000 F CFP) en faveur du collège de Arue pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit cinq-cent-mille francs CFP (500 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit cinq-cent-mille francs CFP (500 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Arue s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Arue et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 915 CM du 28 juin 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen***NOR : DEE2420118AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 26 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un-million-huit-cent-mille francs CFP (1 800 000 F CFP) en faveur du collège de Afareaitu - Moorea pour financer les actions menées au titre du fonds social collégien et lycéen.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, programme 96905, centre de travail 8133-F, article 657313.

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit neuf-cent-mille francs CFP (900 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit neuf-cent-mille francs CFP (900 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le collège de Afareaitu - Moorea s'engage à transmettre, au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Afareaitu - Moorea et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRÉSIDENCE**

**Arrêté n° 1005 PR du 24 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 1235 PR du 19 septembre 2023, constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française**

NOR : CES24503726AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1235 PR du 19 septembre 2023 modifié constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des syndicats, des organismes et des associations au sein du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 2024-03 CESEC PR du 17 avril 2024 constatant la vacance du siège d'un représentant désigné par la Confédération des syndicats indépendants de Polynésie (CSIP) ;

Vu le dossier de désignation du représentant du groupement professionnel réceptionné le 14 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 3e tiret de l'article 3 de l'arrêté n° 1235 PR du 19 septembre 2023 modifié susvisé, les mots : « Mme Gisèle TEHEIURA » sont remplacés par les mots : « Mme Vaitea Isabelle LE GAYIC ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 1016 PR du 26 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Yolande VERNAUDON déléguée pour le suivi des conséquences des essais nucléaires***NOR : DSC24506604AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1819 CM du 26 décembre 2007 modifié portant création des missions et de l'organisation de la délégation polynésienne pour le suivi des conséquences des essais nucléaires et relatif à cette délégation ;

Vu l'arrêté n° 412 CM du 5 avril 2017 portant nomination de Mme Yolande VERNAUDON en qualité de déléguée au suivi des conséquences des essais nucléaires ;

Vu la note de service n° 117 PR/DSCEN du 9 octobre 2017 désignant M. Tevæarai CERAN-JERUSALEM en qualité d'adjoint au délégué pour le suivi des conséquences des essais nucléaires ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Yolande VERNAUDON, déléguée pour le suivi des conséquences des essais nucléaires, à l'effet de signer, au nom du Président de la Polynésie française et dans la limite de ses attributions :

1° En matière de correspondance, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984, notamment les lettres, notes et bordereaux adressés aux chefs de services et directeurs d'établissements publics de la Polynésie française ;

2° En matière de gestion du personnel :

- a) les congés de toutes nature et permissions exceptionnelles, à l'exclusion des congés administratifs ;
- b) les avertissement et blâme ;
- c) les propositions de bonifications ou de réductions pour les avancements à l'ancienneté ou de changement de grade ;
- d) la notation ;
- e) les certificats administratifs et attestations ;
- f) les conventions de stage de formation et/ou de stage d'accueil avec les structures de formation et d'enseignement et les Conventions d'engagement de volontaire au développement (CVD) ;

3° En matière de gestion des crédits budgétaires :

- a) les actes relevant des opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputés sur les crédits du budget de la Polynésie française qui lui ont été notifiés ;
- b) la conclusion et signature de tous contrats, et notamment les marchés publics et conventions, passés en lien avec l'exercice des compétences définies dans l'arrêté d'organisation du service ;
- c) les ordres de déplacements et réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française des agents placés sous son autorité ;
- d) la certification du caractère exécutoire des actes pour lesquels il reçoit délégation de signature.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Yolande VERNAUDON, délégation de signature est donnée à M. Tevaearai CERAN JERUSALEM, adjoint au délégué, à l'effet de signer l'ensemble des actes prévues à l'article 1er du présent arrêté à l'exception de ceux listés au b), c) et d) du 2°.

Art. 3. — La déléguée pour le suivi des conséquences des essais nucléaires est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1021 PR du 27 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE), d'un local à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Fare Tony édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AH n° 57, appartenant à la SCI Fare Tony**

NOR : DAF24504593AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 399 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française, pour le compte de l'Agence de développement économique de la Polynésie française, d'un local à usage de bureaux dépendant de l'immeuble Fare Tony édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete, section AH n° 57, appartenant à la SCI Fare Tony ;

Vu le courriel du 23 avril 2024 de la SCI Fare Tony ;

Vu la lettre n° 159 MEF/ADE du 23 avril 2024 ;

Vu le courriel du 7 juin 2024 de l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE),

Arrête :

Article 1er. — À l'article 1er de l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 susvisé, le nombre : « 4 » est remplacé par le nombre : « 6 ».

Art. 2. — Après le 1er alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 susvisé, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« La Polynésie française, pour le compte de l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE), est autorisée à prendre à bail, 4 places de parking dépendant de l'immeuble Fare Tony, appartenant à la SCI Fare Tony.

À compter du 1er juillet 2024, la Polynésie française, pour le compte de l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE), est autorisée à prendre à bail, 2 places de parking supplémentaires, dépendant de l'immeuble Fare Tony, appartenant à la SCI Fare Tony. »

Art. 3. — Après l'article 3 de l'arrêté n° 2233 VP du 22 février 2024 susvisé, il est inséré un article 3-1 ainsi rédigé :

« À compter du 1er juillet 2024, le loyer mensuel toutes charges comprises est fixé à 468 000 F CFP (quatre-cent-soixante-huit-mille francs CFP) réparti comme suit :

- pour les locaux à 375 000 F CFP (trois-cent-soixante-quinze-mille francs CFP) charges comprises ;
- et pour les places de parking à 93 000 F CFP (quatre-vingt-treize-mille francs CFP). »

Art. 4. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'Agence de développement économique de la Polynésie française (ADE) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 1026 PR du 27 juin 2024 portant attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » à la société Arawin Limited pour le navire à voile Aragon**

NOR : SDT24507395AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée portant organisation de la navigation charter en Polynésie française ;

Vu le code des douanes ;

Vu l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 fixant les modalités du contrôle douanier de la navigation maritime de plaisance et les conditions d'application du régime douanier de l'admission temporaire aux navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française à usage privé et aux navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors du territoire de la Polynésie française ;

Vu la demande de licence formulée le 24 mai 2024 par l'EURL Tahiti Yacht Services, représentant la société Arawin Limited ;

Vu l'avis favorable du service des affaires maritimes en date du 24 juin 2024 concernant l'attribution d'une licence de navigation charter « grande plaisance » au navire à voile Aragon,

Arrête :

Article 1er. — Une licence de navigation charter grande plaisance est attribuée pour le navire à voile Aragon à la société Arawin Limited.

En application des articles 4 et 5 de la délibération n° 95-19 AT du 19 janvier 1995 modifiée susvisée, cette autorisation est valable pour une durée de six (6) mois et une durée minimale d'activité est de dix sept (17) jours.

La présente autorisation est renouvelable sur demande du bénéficiaire dans les conditions définies à l'article 5.2 de la délibération précitée.

Art. 2. — Préalablement à l'exploitation du navire sous licence charter, le bénéficiaire doit placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale conformément à l'article 10 de la délibération précitée.

Art. 3. — Par dérogation à l'arrêté n° 401 CM du 27 mars 2013 susvisé, préalablement au premier contrat de navigation charter ou entre deux contrats effectués dans le cadre de sa licence de navigation charter grande plaisance, la société exploitante du navire à voile Aragon est autorisée à placer ce navire sous le régime douanier de l'admission temporaire normale sous réserve du respect de la réglementation douanière en vigueur. Le bénéficiaire a l'obligation de déclarer ses contrats de navigation charter auprès du service des douanes et de placer le navire sous le régime douanier de l'admission temporaire spéciale avant le jour de commencement de chaque contrat et pendant la durée de celui-ci.

Art. 4. — Le directeur régional des douanes et le chef du service du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERTON

**Arrêté n° 1027 PR du 27 juin 2024 autorisant la prise à bail par la Polynésie française pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, d'un local à usage de bureau situé au Fare Paana, sis commune de Hitia'a O Te Rā, commune associée de Papeno'o, d'une superficie de 29,28 m<sup>2</sup>, appartenant à la commune de Hitia'a O Te Rā**

NOR : DAF24506981AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 modifiée relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Hitia'a O Te Rā référencée sous le n° 22/2024 en date du 2 avril 2024 ;

Vu la demande de prise à bail de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité transmise par bordereau n° 1191 MSF/DSFE en date du 14 mai 2024, enregistrée le 28 mai 2024 et complétée le 21 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française, pour le compte de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité, est autorisée à prendre à bail un local à usage de bureau situé au Fare Paana, en face du stade de football côté montagne, sis commune de Hitia'a O Te Rā, commune associée de Papeno'o, d'une superficie de 29,28 m<sup>2</sup>, appartenant à la commune de Hitia'a O Te Rā, tel que le tout figure sur les plans du cabinet d'architecte Tehotu Heifara datés d'avril 2024 détenus par la direction des affaires foncières - cellule de Taravao.

Art. 2. — La présente prise à bail est consentie à compter du 1er juillet 2024 pour une durée de trois (3) années.

Elle sera renouvelable par reconduction expresse.

Art. 3. — Le loyer mensuel est de 60 000 F CFP (soixante-mille francs CFP), toutes charges comprises.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention fixant les conditions et les modalités de cette prise à bail.

Art. 5. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française sur les crédits de fonctionnement de la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité.

Art. 6. — La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour la vice-présidente absente :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*

Jordy CHAN

**Arrêté n° 1029 PR du 28 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis à Tahiti au droit de la parcelle cadastrée section B n° 112, commune de 'Ārue, au profit de M. Tamatoa Francisco PEREZ**

NOR : DAF24504212AM-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de M. Tamatoa Francisco PEREZ du 28 décembre 2023 ;

Vu la saisine de la commune de 'Ārue en date du 23 janvier 2024 ;

Vu l'attestation de renouvellement de l'occupation du domaine public communal en date du 18 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une superficie totale de 198 m<sup>2</sup>, attenant à la terre cadastrée B n° 112, sis à Tahiti, commune de 'Ārue, est autorisée au profit de M. Tamatoa Francisco PEREZ à des fins de zone d'amarrage pour une activité de pirogue, tel que le tout figure sur le plan joint à la demande précisant l'emplacement des corps-morts aux coordonnées géographiques suivantes :

A : 17°31,423'S/149°32,054'W ; B : 17°31,421'S/149°32,036'W ;

C : 17°31,424'S/149°32,035'W ; D : 17°31,426'S/149°32,054'W.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie jusqu'au 31 décembre 2027 à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes de rigueur, que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement autorisé est destiné à une zone d'amarrage, de 33 mètres de long et 6 mètres de large ;

2° Le bénéficiaire doit laisser le libre passage du public à l'ouvrage et ne pas entraver la circulation maritime ;

3° Il est le seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

4° Il lui appartient de souscrire toutes les assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile ;

5° Il fait son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

6° Il ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 8 910 F CFP (huit-mille-neuf-cent-dix francs CFP). L'occupant s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de la direction des affaires foncières de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restant dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 6. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n<sup>o</sup> 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, la personne qui occupe sans titre un emplacement du domaine public est tenue de verser une indemnité pour occupation sans titre, correspondant *a minima* à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %).

Cette indemnité est calculée sur la base de la redevance qui aurait dû être perçue par la Polynésie française, pour toute la durée d'occupation sans autorisation soit à compter de la date de début de l'occupation jusqu'à la veille de la date de publication du présent arrêté.

Le paiement de l'indemnité ci-dessus décrite doit intervenir dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 7. — Les droits d'enregistrement du présent arrêté et des documents y annexés seront à la charge de l'occupant.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupant, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 9. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 1034 PR du 28 juin 2024 portant agrément du comité du tourisme de Hiva Oa dans la catégorie « Relais de la destination »**

NOR : SDT24507358AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2067 CM du 14 novembre 2023 portant application de la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 renforçant le pilotage et la déconcentration de la politique touristique de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative d'agrément des comités du tourisme,

Arrête :

Article 1er. — Le comité du tourisme de Hiva Oa est agréé en tant que « Relais de la destination ».

À ce titre, il exerce les missions obligatoires suivantes :

- la coordination des acteurs du tourisme et assistance à ceux-ci ;
- la mise en place d'actions destinées à promouvoir un tourisme durable et écoresponsable ;
- la sensibilisation de la population locale à l'accueil et au développement touristique durable ;
- la gestion et diffusion de la documentation touristique.

Il peut également exercer d'autres missions destinées notamment à relayer et participer à la mise en œuvre de la politique touristique du pays. Ces missions sont déterminées par sa convention d'objectifs et de moyens.

Art. 2. — Conformément à la loi du pays n° 2023-30 du 29 août 2023 susvisée, le comité du tourisme est soumis aux obligations suivantes :

- il est constitué sous la forme d'association relevant de la loi de 1901 domiciliée au lieu d'exercice de son activité ;
- ses statuts sont conformes au modèle de référence déterminé par l'arrêté n° 2067 CM du 14 novembre 2023 susvisé ;
- il relaye et participe à la mise en œuvre de la politique touristique du pays dans le cadre de ses missions ;
- ses missions sont limitées à la zone géographique déterminée à l'article 4 ;
- il signe une convention d'objectifs et de moyens qui a pour objet de détailler ses projets : les moyens qui leurs sont dédiés, l'évaluation de leur coût et le plan de financement envisagé ;
- il appartient au réseau des comités du tourisme animé par le groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme. Celui-ci l'accompagne dans sa démarche de structuration, de professionnalisation et de déploiement de la politique publique du tourisme.

Art. 3. — Le comité du tourisme de Hiva Oa peut se voir retirer l'agrément dans les cas ci-après :

- s'il cesse de satisfaire aux exigences mentionnées à l'article 2 du présent arrêté ;
- en cas de dysfonctionnements graves se produisant dans le cadre de sa gestion ;
- en cas de manquements graves aux obligations résultant de sa convention d'objectifs et de moyens.

Le retrait de l'agrément peut également être prononcé sur demande du comité du tourisme.

Art. 4. — Le présent agrément est délivré pour une durée de cinq ans renouvelable, pour la zone géographique de l'île de Hiva Oa.

Art. 5. — Le chef du service du tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au comité du tourisme de Hiva Oa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 1038 PR du 1er juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3028 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Matahi TAPETA-MOANARUA-TUTAVAE pour la production audiovisuelle d'un documentaire, intitulé *Flora Aurima DEVATINE : les étoiles de l'Aurore***

NOR : ADIN24505242AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 202-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu l'arrêté n° 3028 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Matahi TAPETA-MOANARUA-TUTAVAE pour la production audiovisuelle d'un documentaire, intitulé *Flora Aurima DEVATINE : les étoiles de l'Aurore* ;

Vu la demande de report de l'entreprise individuelle de M. Matahi TAPETA-MOANARUA-TUTAVAE, réceptionnée le 31 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 3e alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° 3028 MEA du 3 avril 2023 susvisé, les mots : « 30 juin 2024 » sont remplacés par : « 31 octobre 2024 ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Matahi TAPETA-MOANARUA-TUTAVAE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

Moetai BROTHERRSON

**Arrêté n° 1039 PR du 1er juillet 2024 portant modification de l'arrêté n° 3030 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Nicolas PÉROU, pour la préparation audiovisuelle d'une série de films d'animation, intitulée *Fruinua***

NOR : ADN24504263AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu la délibération n° 2023-66 du 14 décembre 2024, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu l'arrêté n° 1016 CM du 11 juin 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-20 du 30 avril 2021 portant création d'un Soutien à la création cinématographique et audiovisuelle (SCCA) ;

Vu l'arrêté n° 3030 MEA du 3 avril 2023 approuvant l'attribution d'une aide financière SCCA, en faveur de l'entreprise individuelle de M. Nicolas PÉROU, pour la préparation audiovisuelle d'une série de films d'animation, intitulée *Fruinua* ;

Vu la demande de report de l'entreprise individuelle de M. Nicolas PÉROU réceptionnée le 26 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Au 3e alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° 3030 MEA du 3 avril 2023 susvisé, les mots : « 30 juin 2024 » sont remplacés par : « 30 décembre 2024 ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise individuelle de M. Nicolas PÉROU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

Moetai BROTHERTON

**VICE-PRÉSIDENTE, MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS****Arrêté n° 5646 VP/DSFE du 28 juin 2024 portant subdélégation de signature de Mme Ravahere RAUZY, directrice par intérim des solidarités de la famille et de l'égalité, au profit des agents placés sous son autorité***NOR : DAS24507587AM*

La vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 817 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions ;

Vu l'arrêté n° 419 CM du 15 mars 2018 modifié portant création et organisation de la Direction des solidarités, de la famille et de l'égalité (DSFE) ;

Vu l'arrêté n° 85 CM du 31 janvier 2024 portant nomination de Mme Ravahere RAUZY en qualité de directrice par intérim des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu l'arrêté n° 5423 VP du 21 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Ravahere RAUZY, directrice par intérim des solidarités, de la famille et de l'égalité ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

**Article 1er. — Bureau « budgets et affaires financières »**

Délégation de signature est donnée à M. Albert TEANO, directeur adjoint, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- les ordres de déplacement et les réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française, la prise en charge des frais de transport et les avances sur indemnités de déplacement.

**Art. 2. — Bureau « ressources humaines et formation »**

Délégation de signature est donnée à Mme Victoria LEE, responsable du bureau « ressources humaines et formation », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- les états d'indemnités journalières ;
- les bordereaux d'envoi relatifs aux documents des ressources humaines validés par la direction des solidarités, de la famille et de l'égalité ;
- la délivrance de certificats de travail, d'états de service et d'attestations prévues dans la réglementation sociale, sauf en ce qui la concerne.

**Art. 3. — Bureau « prévention »**

Délégation de signature est donnée à Mme Rauana MORRIS, responsable du bureau « prévention », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- le développement d'actions menées par le service, l'organisation d'événements et l'élaboration de programmes de prévention.

#### Art. 4. — Cellule « coordination et polyvalence »

Délégation de signature est donnée à Mme Cendrine LAILLE, responsable de la cellule « coordination polyvalence », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- la prévention sociale ;
- l'application du droit de timbre réduit pour l'octroi, le renouvellement ou la prorogation d'un passeport ;
- la prise en charge et l'accompagnement social et économique d'une personne déclarée en situation de surendettement par la commission *ad hoc* de surendettement ;
- le secrétariat de la commission de secours (convocations, etc.).

#### Art. 5. — Cellule « aide sociale à l'enfance »

Délégation de signature est donnée à Mme Diane WONG CHOU, responsable de la cellule « aide sociale à l'enfance », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- l'évaluation des prises en charge des dispositifs d'accueil relevant de l'aide sociale à l'enfance ;
- le suivi et à la formation des accueillants familiaux pour ce qui concerne l'aide sociale à l'enfance ;
- le secrétariat de la commission technique à l'adoption, à l'instruction des dossiers de demande d'agrément des candidats à l'accueil d'un ou plusieurs enfants en vue de son ou de leur adoption ;
- les placements de mineurs ou jeunes majeurs confiés au service en charge des affaires sociales par l'autorité judiciaire ;
- le suivi éducatif en milieu familial.

#### Art. 6. — Cellule « protection des personnes en perte d'autonomie »

Délégation de signature est donnée à Mme Josiane BONNET, responsable de la cellule « protection des personnes en perte d'autonomie », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- l'évaluation des prises en charge des dispositifs d'accueil relevant de la protection des publics vulnérables, des personnes âgées et des adultes handicapés ;
- le suivi et à la formation des accueillants familiaux pour ce qui concerne la protection des publics vulnérables, des personnes âgées et des adultes handicapés ;
- le secrétariat de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, à l'instruction des dossiers de demande de prestations ;
- les décisions après consultation de la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.

#### Art. 7. — Cellule « signalements »

Délégation de signature est donnée à Mme Mireille KOAN, responsable de la cellule « signalements », à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances relatifs au recueil et à la centralisation des informations préoccupantes, et des signalements de toutes origines pour l'ensemble de la Polynésie française, ainsi que les actes relatifs à la conception des outils et supports relevant des missions de la cellule dédiée.

Délégation de signature est également donnée à Mme Mireille KOAN, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à

l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité.

#### Art. 8. — Cellule des établissements et des programmes d'action sociale

Délégation de signature est donnée à Mme Viviane BOOSIE, responsable de la cellule des établissements et des programmes d'action sociale, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous son autorité ;
- l'évaluation des prises en charge des dispositifs d'accueil ;
- l'information et l'accompagnement des porteurs de projets ;
- le soutien technique, pédagogique et éducatif des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs, et associations relevant du programme d'action sociale ;
- le contrôle financier des établissements médico-sociaux et socio-éducatifs, et associations du programme d'action sociale.

#### Art. 9. — Circonscriptions et subdélégations de l'échelon déconcentré

Délégation de signature est donnée à :

- M. Christian JONC, responsable de la circonscription de Papeete ;
- M. Olivier HENRY, responsable de la circonscription de Faa'a et assurant l'intérim du responsable de la circonscription de Punaauia-Paea ;
- M. Georges NAHEI, responsable de la circonscription de Papara-Teva I Uta ;
- Mme Chantal MARTINEZ, responsable de la circonscription de Mahina-Hitia'a O Te Ra ;
- M. Julien LEMAIRE, responsable de la circonscription de Pirae-Arue ;
- Mme Titaina CONTIOS, responsable de la circonscription de Taiarapu ;
- Mme Catherine CHAMBON, responsable de la circonscription de Moorea-Maiao ;
- Mme Tereata GUILLOUX, responsable de la subdivision des îles Sous-le-Vent ;
- Mme Claudine LAUGROST, responsable de la subdivision des Australes, des Marquises et des Tuamotu et Gambier ;

à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant :

- l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence, les remboursements de frais et les états indemnitaires, et les autorisations d'utilisation des véhicules de service en-dehors des heures de service des agents placés sous leur autorité ;
- la gestion courante de la circonscription ou de la subdivision placée sous leur autorité.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congés d'un des responsables de circonscription ou de subdivision mentionnés au présent article, le responsable désigné par note de service pour le remplacer est habilité à signer, dans les mêmes conditions, les actes et correspondances de la circonscription placée sous l'autorité du responsable dont il assure le remplacement, mentionnés au présent article.

#### Art. 10. — Adjoint à la direction

Délégation de signature est donnée à M. Albert TEANO, directeur adjoint, à l'effet de signer, au nom de la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, les actes et correspondances concernant l'attribution de congés de toute nature à partir sur le territoire ou à l'extérieur de la Polynésie française, de récupérations et d'autorisation d'absence pour les agents placés sous son autorité.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Victoria LEE, responsable du bureau « ressources humaines et formation », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 2 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Rauana MORRIS, responsable du bureau « prévention », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 3 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Cendrine LAILLE, responsable de la cellule « coordination polyvalence », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 4 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Diane WONG CHOU, responsable de la cellule « aide sociale à l'enfance », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 5 du présent arrêté, à l'exception de ceux concernant les placements de mineurs ou jeunes majeurs confiés au service en charge des affaires sociales par l'autorité judiciaire.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Josiane BONNET, responsable de la cellule « protection des personnes en perte d'autonomie », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 6 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Mireille KOAN, responsable de la cellule « signalements », M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 7 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé de Mme Viviane BOOSIE, responsable de la cellule des établissements et des programmes d'action sociale, M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 8 du présent arrêté.

En cas d'empêchement, d'absence ou de congé simultanément d'un des responsables de circonscription ou de subdivision mentionnés à l'article 9 du présent arrêté et de son remplaçant désigné par note de service, M. Albert TEANO, directeur adjoint, reçoit délégation de signature à l'effet de signer, dans les mêmes conditions, l'ensemble des actes et correspondances mentionnés à l'article 9 du présent arrêté.

Art. 11. — La directrice p.i. est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Pour la vice-présidente, ministre des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, et par délégation, la directrice des solidarités, de la famille et de l'égalité p.i.*

Ravahere RAUZY

**MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL,  
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION, DU  
DÉVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**Arrêté n° 5491 MFT/DMRA du 25 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité**

*NOR : IGA24505435AM*

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 443 CM du 22 avril 2015 portant nomination de M. Éric DEAT en qualité de chef de service de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 5349 MFT du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Yolande MOU à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Dans le cadre de l'exécution de ses activités, elle reçoit délégation pour signer les notes, lettres, missives et bordereaux ou rapports adressés au Président, aux ministres et présidents des conseils d'administration des établissements publics, aux chefs des services administratifs et directeurs d'établissements publics.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Yolande MOU, à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle l'ensemble des actes et correspondances liés à l'organisation de formations entrant dans le cadre de ses missions et à la conclusion des conventions s'y rapportant.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à Mme Yolande MOU, à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle l'ensemble des actes et correspondances liés à la gestion du service :

1° Dans le domaine de la gestion du personnel placé sous son autorité

- attribution de congés annuels, récupérations et autorisations d'absence ;

- ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie pour les agents du service ;

- certificats et attestations demandés dans le cadre du travail et de la réglementation sociale ;
- état d'indemnités journalières ;

2° Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- les contrats, conventions, avenants et marchés publics de toute nature dans la limite d'un montant plafond de 15 000 000 F CFP ;
- les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget de fonctionnement et d'investissement du service ;
- les opérations d'engagement et de liquidation des recettes liées à l'organisation de formation et conclusion des conventions s'y rapportant ;
- les arrêtés et conventions relatifs aux formations spécifiques réalisées dans le cadre de l'activité de la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) au bénéfice des agents de la Polynésie française.

Art. 4. — L'arrêté n° 4941 MFT/DMRA du 25 mai 2023 est abrogé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation, le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration*

Éric DEAT

**Arrêté n° 5492 MFT/DMRA du 25 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, Directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité**

NOR : IGA24507338AM

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 443 CM du 22 avril 2015 portant nomination de M. Éric DEAT en qualité de chef de service de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 5349 MFT du 19 juin 2024 portant délégation de signature à M. Éric DEAT, Directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Fabien DUBOIS à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, les actes courants et les correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée.

Dans le cadre de l'exécution de ses activités, il reçoit délégation pour signer les notes, lettres, missives et bordereaux ou rapports adressés au Président, aux ministres et présidents des conseils d'administration des établissements publics, aux chefs des services administratifs et directeurs d'établissements publics.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à M. Fabien DUBOIS, à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle l'ensemble des actes et correspondances liés à l'organisation de formations entrant dans le cadre de ses missions et à la conclusion des conventions s'y rapportant.

Art. 3. — Délégation de signature est donnée à M. Fabien DUBOIS, à l'effet de signer au nom du ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle l'ensemble des actes et correspondances liés à la gestion du service :

1° Dans le domaine de la gestion du personnel placé sous son autorité

- attribution de congés annuels, récupérations et autorisations d'absence ;
- ordres de déplacement et réquisitions de passage et de bagages à l'intérieur de la Polynésie pour les agents du service ;
- certificats et attestations demandés dans le cadre du travail et de la réglementation sociale ;
- état d'indemnités journalières ;

2° Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

- les contrats, conventions, avenants et marchés publics de toute nature dans la limite d'un montant plafond de 15 000 000 F CFP ;
- les opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur le budget de fonctionnement et d'investissement du service ;
- les opérations d'engagement et de liquidation des recettes liées à l'organisation de formation et conclusion des conventions s'y rapportant ;

- les arrêtés et conventions relatifs aux formations spécifiques réalisées dans le cadre de l'activité de la Direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) au bénéfice des agents de la Polynésie française.

Art. 4. — L'arrêté n° 4939 MFT/DMRA du 25 mai 2023 est abrogé.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation, le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration*

Éric DEAT

**Arrêté n° 5550 MFT/DMRA du 26 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 4940 MFT/DMRA du 25 mai 2023 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité**

NOR : IGA24507486AM

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté n° 2210 CM du 30 décembre 2014 portant création d'un service dénommé Direction de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) ;

Vu l'arrêté n° 443 CM du 22 avril 2015 portant nomination de M. Éric DEAT en qualité de chef de service de la direction de la modernisation et des réformes de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 5349 MFT du 19 juin 2024 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA) ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4940 MFT/DMRA du 25 mai 2023 portant délégation de signature de M. Éric DEAT, directeur de la modernisation et des réformes de l'administration (DMRA), au profit d'agents placés sous son autorité est abrogé.

Art. 2. — Le chef de service est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, et par délégation, le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration*

Éric DEAT

**Arrêté n° 5583 MFT du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 5161 MFT du 10 juin 2024 portant délégation de signature à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier**

NOR : EMP24505544AM-1

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 818 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 627 CM du 15 mai 2001 modifié portant approbation des conventions relatives à la représentation des subdivisions déconcentrées et à leur regroupement fonctionnel dans l'archipel des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 2172 CM du 31 octobre 2018 portant nomination de M. Terii SEAMAN en qualité de tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 418 PR du 23 juin 2015 portant nomination de Mme Lise LEFAIT, conseiller des services administratifs principal, en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 5832 MEA/DGRH du 27 mai 2021 portant changement d'affectation de M. Hervé DUQUESNAY, attaché principal 4e échelon, en fonction à la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5161 MFT du 10 juin 2024 portant délégation de signature à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu la convention n° 1840 MSE/MAA du 8 avril 2014 relative à l'exécution des missions des subdivisions déconcentrées du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles par la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er. — Il est inséré entre l'article 1er et l'article 2 de l'arrêté n° 5161 MFT du 10 juin 2024, l'article suivant :

« Pour le compte du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles :

Délégation de signature est donnée à M. Terii SEAMAN, tāvana hau de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier, à l'effet de signer, au nom de la ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, dans la limite de ses attributions :

1° Les actes courants et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 1.6 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

2° Les actes suivants relevant de la gestion des crédits subdélégués :

- engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement suivant l'article 4 de la convention n° 1840 MSE/MAA du 8 avril 2014 ;
- réquisition de passages et de bagages ;
- remboursement de frais et états indemnitaires. »

Art. 2. — Le reste est sans changement.

Art. 3. — La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,*

Vannina CROLAS

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT****Arrêté n° 5490 MGT/DEQ du 25 juin 2024 relatif à des travaux de voirie de la SA Électricité de Tahiti en accotement de la route territoriale de Makemo***NOR : DEQ24506231AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 4923 MGT du 23 mai 2023 modifié portant délégation de signature à M. Bruno GÉRARD, directeur de l'équipement ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la demande reçue à STG/DEQ le 31 mai 2024 par laquelle l'Électricité de Tahiti sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public routier dans le cadre des travaux en accotement aux Tuamotu-Gambier,

Arrête :

**Article 1er. — Objet**

Électricité de Tahiti, représentée par M. Rahiti CHARLET, est autorisée à réaliser des travaux en accotement de la route territoriale pour la pose en tranchée de 280 mètres linéaires de câbles, et ce, conformément aux plans et documents joints.

**Art. 2. — Dispositions à prendre avant de commencer les travaux**

I - Implantation : Le piquetage d'implantation sera effectué par le permissionnaire en accord avec le chef de la Subdivision des Tuamotu-Gambier (STG) de la direction de l'équipement, (M. Rémi PALLUAUD - tél. : 87 72 08 96).

II - Constat photographique : Un constat photographique sera effectué par le permissionnaire et à sa charge avant commencement des travaux et après réfection définitive. Il sera effectué en présence d'un représentant de la subdivision des Tuamotu-Gambier de la direction de l'équipement, dans la mesure du possible, et lui sera transmis dans les 8 jours à compter de la date du constat.

III - Information préalable : Avant toute ouverture de chantier sur le domaine public, le permissionnaire devra impérativement en donner avis, trois (3) jours ouvrés au moins à l'avance, au chef de la subdivision des Tuamotu-Gambier. Il devra en outre aviser dans le même délai, les propriétaires et concessionnaires de toutes canalisations touchées par les travaux à exécuter. Aucune modification ne sera apportée aux réseaux de canalisations existantes sans accord préalable des services intéressés.

IV - Arrêté de circulation : Le permissionnaire devra solliciter au moins 3 jours ouvrés avant le démarrage des travaux un arrêté de circulation auprès de la mairie où sont situés les travaux qui font l'objet de cette permission de voirie. La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public routier devra être jointe à l'appui de la demande de l'arrêté de circulation.

**Art. 3. — Exécution des travaux**

I - Contraintes environnementales : Le permissionnaire sera tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de la distribution n'apportent ni gêne, ni troubles aux services publics.

Des alternats de circulation sont possibles. Toutefois, il est impératif de rétablir la circulation sur deux files, aux heures de pointe.

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux de la route et de ses dépendances demeureront constamment assurés.

II - Signalisation du chantier : Le permissionnaire aura la charge de la signalisation de son chantier de jour et de nuit, et adaptée à la situation (référence au manuel du chef de chantier) notamment :

- une signalisation d'approche (dangers, limitation de vitesse, interdiction de doubler) ;
- signalisation de position (lumières, cônes) ;
- signalisation de fin de prescriptions.

Il sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de signalisation.

III - Modalité d'ouverture des tranchées : L'ouverture de tranchées est autorisée que pour la réalisation des travaux mentionnés dans la demande.

Les canalisations seront posées de façon que la distance entre la génératrice supérieure et la surface du sol ne soit pas inférieure à 0,80 m.

Les canalisations posées sous-chaussées, et particulièrement pour les traversées de route, seront effectuées autant que possible par forage ou fonçage et mises sous gaines ou fourreaux, de manière à permettre toute intervention ultérieure sans ouverture de chaussées. Si les tranchées transversales sont effectuées par demi-chaussée, la circulation devant être assurée en permanence. Les découpes des bords de tranchées seront franches.

IV - Remise en état du domaine public routier : Les travaux nécessaires pour la reconstitution provisoire de la chaussée et éventuellement des accotements, des trottoirs et autres ouvrages, ainsi que leur entretien seront à la charge du permissionnaire jusqu'à la réfection définitive effectuée par une entreprise agréée.

V - Reconstitution provisoire des chaussées et accotements : Le remblaiement de la tranchée se fera à l'aide de graves concassées de 0/30 ou 0/60 compactées ou pilonnées par couche successive de 15 cm d'épaisseur.

La direction de l'équipement prononcera une réception provisoire pour chaque tranche. Le permissionnaire devra fournir à celle-ci les résultats des essais de plaques d'un laboratoire agréé pour vérifier le degré de compactage des matériaux de remblaiement de fouilles. Les valeurs minimales à obtenir à l'essai de plaque pour les modules du sol devront être :

- a) Sous chaussée  $EV2 \geq 750$  bars et  $K1 < 1,5$  ;
- b) Sous accotement  $EV2 > 550$  bars et  $K1 < 1,5$ .

Une réfection provisoire de la tranchée sera effectuée comme suit :

- a) pour les chaussées, un grave ciment  $\geq 16$  cm sera mise en place ;
- b) pour les accotements, des agrégats basaltiques 0/100 d'une épaisseur de 11 cm sera mise en place et compacté.

Un complément de grave ciment ou de matériaux basaltiques devra être apporté chaque fois qu'il sera nécessaire de compenser le tassement.

Pour les fouilles transversales, le revêtement en grave ciment  $> 16$  cm devra être appliqué sur la première demi-chaussée avant le basculement de la circulation.

VI - Reconstitution définitive des chaussées et accotements : La réfection définitive des tranchées sera réalisée par une entreprise routière agréée et au frais du permissionnaire, et ce, dans un délai maximum de 3 mois après la reconstitution provisoire.

1° La réfection définitive des chaussées comprendra :

- le sciage sur une largeur dépassant de 20 cm de part et d'autre de la tranchée ;
- remblaiement de la tranchée en matériaux 0/30 et 0/60 ;
- le re-compactage du fond de forme à l'aide d'une dame vibrante ou d'un rouleau ;
- compactage soigné à 95 % de l'OPM ;
- revêtement en béton sur une épaisseur de 16 cm / un béton bitumeux semi grenu 0/12 sur une épaisseur de 8 cm (en fonction du revêtement existant) ;

2° La réfection définitive des accotements non revêtus comprendra :

- le sciage sur une largeur dépassant de 10 cm de part et d'autre de la tranchée ;
- remblaiement de la tranchée en matériaux 0/30 et 0/60 ;
- compactage soigné à 95 % de l'OPM ;
- revêtement en agrégats basaltiques compacté sur une épaisseur de 11 cm.

VII - Contrôle du laboratoire agréé par la direction de l'équipement : Des essais dynamiques à la plaque seront effectués tous les 25 m par un laboratoire agréé avant la fermeture de la tranchée. Une planche d'essai sera effectuée avant le commencement des travaux par l'entreprise retenue en collaboration avec le laboratoire agréé, le modèle Evd correspondant à Ev2 sera retenu afin de valider le matériau de remblaiement.

Les résultats d'essais devront être communiqués à la subdivision des Tuamotu-Gambier de la direction de l'équipement à l'avancement du chantier.

**Art. 4. — Dessins des ouvrages**

L'emplacement des canalisations sera repéré par des points fixes, dans un délai de trois (3) mois à dater de la mise en service des ouvrages. Le plan de récolement des canalisations comportant toutes les indications nécessaires à leur repérage devra être remis à la direction de l'équipement. Ce plan devra obligatoirement être rattaché au système géodésique de la Polynésie française.

**Art. 5. — Précarité, durée et modification**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, pour une durée de 9 ans à compter de la notification du présent arrêté, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie, sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En cas de révocation de l'autorisation, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office, par l'administration, aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avéreront nécessaires. Les reprises de réseaux nécessitées éventuellement par les rectifications de route, exécution ou modification d'ouvrages d'art ou tous autres travaux publics seront à la charge du permissionnaire.

**Art. 6. — Dommages**

Le permissionnaire est responsable de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'exécution des travaux ainsi que de l'existence et de l'exploitation des canalisations.

**Art. 7. — Délai de garantie**

À compter de la date de réfection définitive réalisée par une entreprise agréée, le permissionnaire sera tenu d'entretenir les tranchées pendant une durée d'un (1) an et de remédier aux malfaçons et désordres constatés dans un délai de 3 jours à compter de la date du constat de ceux-ci.

**Art. 8. — Remboursement des travaux de réfection définitive**

En cas de manquement du titulaire de la présente autorisation, la réfection définitive des tranchées sera confiée à une entreprise mandatée par la direction de l'équipement. Le montant des travaux de réfection définitive ainsi réalisés fera l'objet d'un titre de recette émis par les services administratifs auprès du permissionnaire.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation, le directeur de l'équipement*

Bruno GÉRARD

**Arrêté n° 5514 MGT/DTT du 25 juin 2024 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01B 50H délivrée à Mme Maeva TERNIER épouse DROUET sur l'île de Huahine***NOR : DTT24506998AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 755 CM du 24 mai 2019 portant nomination de M. Lucien POMMIEZ en qualité de directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 5290 MGT du 14 juin 2024 portant délégation de signature à M. Lucien POMMIEZ, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 3486 MGT du 2 avril 2024 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Huahine et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Maeva Anaïs TERNIER épouse DROUET ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 12 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, et conformément à sa demande, Mme Maeva TERNIER épouse DROUET est autorisée à suspendre provisoirement sa licence de transport touristique portant le n° 01B 50H, pour une durée de douze (12) mois à compter du 2 avril 2024 au 2 avril 2025 inclus.

Art. 2. — L'intéressée est tenue de remettre en exploitation la licence suspendue et désignée à l'article 1er du présent arrêté à l'issue de l'échéance prévue, sous peine de radiation de ladite licence.

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres et la tāvana hau par intérim de la circonscription des îles Sous-le-Vent sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation, le directeur des transports terrestres absent,*  
Sandra FORLINI

**Arrêté n° 5517 MGT du 25 juin 2024 portant autorisation d'empiétement de prospect sur le domaine public routier, au droit de la parcelle cadastrée section AN n° 54, terre lot de ville Vaiteuru, sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, au profit de M. Teva BION**

NOR : DEQ24506827AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la demande formulée par M. Teva BION en date du 10 juin 2024 ;

Vu le plan de masse transmis à échelle 1/200e ;

Vu les plans de prospect à échelle 1/150e ;

Considérant que l'article D. 363-3 du code de l'aménagement de la Polynésie française prévoit que les règles de prospect des articles D. 363-1 et D. 363-2 s'appliquent aux alignements de voies publics ;

Considérant que l'alinéa 2 de l'article D. 363-3 prévoit cependant la possibilité d'octroyer une autorisation exceptionnelle d'empiétement de prospect sur le domaine public routier de la Polynésie française ;

Considérant que la demande d'empiétement formulée par M. Teva BION ne remet pas en cause l'intérêt de la voie routière, n'entraîne aucune gêne et permet de garantir aux occupants de cette construction de bonnes conditions de vie et hygiène,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Teva BION, un empiétement de prospect dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de dix mètres carrés cinquante (10,50 m<sup>2</sup>), sur la parcelle cadastrée section AN n° 54, terre lot de ville Vaiteuru, sise à Nunue, commune de Bora Bora, sur l'île de Bora Bora, est autorisé au profit de M. Teva BION, tel que le tout figure sur le plan de masse à échelle 1/200e joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la la construction d'un garage et d'une buanderie à usage domestique.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. Teva BION devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement

Art. 4. — M. Teva BION, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté sera notifié à M. Teva BION et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5519 MGT du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 13620 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint Xavier Maris Stella III**

NOR : DAM24505216AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 modifiée sur les contrats d'affrètement et de transport maritimes ;

Vu la loi n° 83-581 du 5 juillet 1983 sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution, ensemble le décret n° 84-810 du 30 août 1984 modifié sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, l'habitabilité à bord des navires et la prévention de la pollution et l'arrêté du 23 novembre 1987 modifié relatif à la sécurité des navires et son règlement annexé ;

Vu la loi du pays n° 2016-03 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 1400 CM du 24 septembre 2015 arrêtant le schéma directeur des déplacements durables interinsulaires 2015-2025 de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 209 CM du 15 février 2018 modifié fixant la répartition des îles desservies par les navires titulaires d'une licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 211 CM du 15 février 2018 modifié relatif à la fixation de la durée de la licence d'exploitation dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux documents obligatoires à fournir dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13620 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) pour l'exploitation du navire Saint Xavier Maris Stella III ;

Vu la demande de la SARL Natiatea en date du 25 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'intitulé et dans l'article 1er de l'arrêté n° 13620 MLA du 18 décembre 2018 susvisé, les mots : « SA Société de Navigation des Tuamotu (SNT) » est remplacé par les mots : « SARL Natiatea ».

Art. 2. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5520 MGT du 26 juin 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 4 du 10 avril 2024**

NOR : DAM24505461AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13608 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Nuku Hau ;

Vu la demande de la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) en date du 30 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire Nuku Hau, exploité par la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), est autorisé à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 4 du 10 avril 2024 afin d'y transporter en urgence un groupe électrogène.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5521 MGT du 26 juin 2024 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Nuku Hau à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 6 du 12 juin 2024**

NOR : DAM24505626AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la loi du pays n° 2016-3 du 25 février 2016 modifiée relative à l'organisation du transport intérieur maritime et aérien ;

Vu la délibération n° 2017-124 APF du 14 décembre 2017 modifiée relative à la licence d'exploitation et aux obligations de service public dans le transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 210 CM du 15 février 2018 modifié relatif aux autorisations dans le cadre du transport maritime intérieur ;

Vu l'arrêté n° 13608 MLA du 18 décembre 2018 portant octroi d'une licence d'exploitation à la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) pour l'exploitation du navire Nuku Hau ;

Vu la demande de la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP) en date du 30 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel, le navire Nuku Hau, exploité par la SAS Société de Navigation Polynésienne (SNP), est autorisé à desservir l'île de Amanu lors de son voyage n° 6 du 12 juin 2024.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5528 MGT du 26 juin 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Hiva Oa n° 199 VMT-AUQ 01 et portant attribution d'une licence multi-transports à Mme Maire-Nui KOHUEINUI épouse HAUATA**

*NOR : DTT24507154AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu l'attestation de qualification professionnelle mention « Véhicule multi-transports » n° 5115 MGT DTT du 2 août 2023, de Mme Maire-Nui KOHUEINUI ;

Vu l'avis favorable du maire de l'île Hiva Oa en date du 22 avril 2024 ;

Vu la demande de l'intéressé(e) reçue à la direction des transports terrestres le 6 juin 2024 ;

Vu l'avis conforme de la direction des transports terrestres par lettre n° 5028 MGT DTT du 18 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à Mme Maire-Nui KOHUEINUI épouse HAUATA.

Cette autorisation porte le n° 199 VMT-AUQ 01 et est valable uniquement pour l'île de Hiva Oa.

Art. 2. — Une licence de véhicule multi-transports est accordée à Mme Maire-Nui KOHUEINUI épouse HAUATA portant le n° 1-199.

Art. 3. — L'exploitant(e) dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5529 MGT du 26 juin 2024 portant radiation de la licence de transport touristique n° 03B 63T attribuée à M. Teiva MULATIER***NOR : DTT24506640AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER ;

Considérant le défaut d'exploitation de la licence touristique n° 03B 63T accordée à M. Teiva MULATIER,

Arrête :

Article 1er. — La licence de transport touristique n° 03B 63T attribuée à M. Teiva MULATIER, est radiée.

Art. 2. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5530 MGT du 26 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER**

NOR : DTT24506657AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de trois licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER ;

Considérant le défaut d'exploitation de la licence touristique n° 03B 63T accordée à M. Teiva MULATIER,

Arrête :

Article 1er. — L'intitulé de l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié susvisé, est remplacé par les dispositions suivantes :

« portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER ».

Art. 2. — Le quatrième tiret de l'article 2 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« - nombre de véhicules prévus et caractéristiques : Deux (2) véhicules de catégorie B, autobus de catégorie M2 ou M3 de petites ou moyennes capacité, de 8 à 22 places passagers, conducteurs exclus ».

Art. 3. — L'article 3 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3.— Deux (2) licences de transport touristique portant les n° 01B 63T et 02B 63T sont délivrées à M. Teiva MULATIER ».

Art. 4. — Les autres dispositions de l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 modifié susvisé, sont sans changements.

Art. 5. — L'arrêté n° 5740 MET du 22 juin 2020 portant modification de l'arrêté n° 7540 MET du 16 août 2017 portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Tahiti et portant attribution de deux licences de transport touristique à M. Teiva MULATIER, est abrogé.

Art. 6. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 5720 MGT du 1er juillet 2024 portant autorisation d'empiétement d'une superficie totale de cent-trente mètres carrés (130 m<sup>2</sup>), dans la zone soumise à autorisation, sur la parcelle cadastrée section BI n° 16, terre Ahutai lot 1A, sise à Anau, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, au profit de la Mme Laiana TIMOTEO**

NOR : DEQ24507347AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu le plan de masse à l'échelle 1/500e ;

Vu le plan de délimitation n° 986-210-20-N° 286-2022 MGT.DEQ.ISLV du 23 juin 2022 ;

Vu la demande de Mme Laiana TIMOTEO du 2 avril 2024 ;

Considérant que la servitude de curage n'est pas impactée par cet empiétement ;

Considérant que l'empiétement de la zone soumise à autorisation est acceptable du fait que l'ouvrage de traversée sous la route peut être réaménagé en cas de besoin, en demi-chaussée, ce qui limite le besoin foncier aux abords de l'ouvrage d'art,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mme Laiana TIMOTEO, un empiétement dans la zone soumise à autorisation, d'une superficie totale de cent-trente mètres carrés (130 m<sup>2</sup>), sur la parcelle cadastrée section BI n° 16, terre Ahutai lot A1, sise à Anau, commune de Bora Bora sur l'île de Bora Bora, tel que le tout figure sur le plan de masse à l'échelle 1/500e, joint au présent dossier.

Art. 2. — L'empiétement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation de type Fare OPH.

Art. 3. — L'empiétement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. Mme Laiana TIMOTEO devra solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 2 à la direction de la construction et de l'aménagement.

Art. 4. — Mme Laiana TIMOTEO, s'engage à prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiétement autorisé.

Art. 5. — La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 2 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de masse joint au dossier.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à Mme Laiana TIMOTEO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES****Arrêté n° 5468 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9344 MRE DAE du 27 octobre 2014***NOR : DAE24506616AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3299704 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-34 du 22 août 2014 ;

Vu l'arrêté n° 10526 MRE DAE du 2 décembre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3299704,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 9344 MRE DAE du 27 octobre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3299704 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5469 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6075 VP du 9 juillet 2014***NOR : DAE24506633AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94509939 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-18 du 2 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5010 MEF DGAE du 2 juin 2023 portant reconnaissance de 218 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94509939,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6075 VP du 9 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94509939 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5470 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6488 VP du 21 juillet 2014**

NOR : DAE24506636AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3289805 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-20 du 16 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 2112 MEF DGAE du 20 février 2024 portant reconnaissance de 205 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3289805,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6488 VP du 21 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3289805 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5471 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6478 VP du 21 juillet 2014***NOR : DAE24506649AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3278256 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-20 du 16 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 300 PR du 11 juin 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3278256,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6478 VP du 21 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3278256 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5472 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6734 VP du 25 juillet 2014**

NOR : DAE24506676AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3291112 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-21 du 23 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5351 MEF DGAE du 16 juin 2023 portant reconnaissance de 196 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3291112,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6734 VP du 25 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3291112 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5473 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7008 VP du 30 juillet 2014**

NOR : DAE24506680AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3279168 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-23 du 6 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5351 MEF DGAE du 16 juin 2023 portant reconnaissance de 196 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3279168,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7008 VP du 30 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3279168 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5474 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 347 PR du 24 juin 2014**

NOR : DAE24506715AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3297697 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-16 du 18 avril 2014 ;

Vu l'arrêté n° 2112 MEF DGAE du 20 février 2024 portant reconnaissance de 205 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3297697,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 347 PR du 24 juin 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3297697 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

# **Arrêté n° 5475 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10601 MRE DAE du 3 décembre 2014**

NOR : DAE24506714AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3310614 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-41 du 10 octobre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 3002 MRE DAE du 1er avril 2015 portant reconnaissance de 274 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3310614,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 10601 MRE DAE du 3 décembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3310614 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5476 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 10215 MRE DAE du 20 novembre 2014***NOR : DAE24506713AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement des marques n° 3307709 et n° 3307710 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-39 du 26 septembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 1183 MEI DAE du 16 février 2016 portant reconnaissance de 282 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment des marques n° 3307709 et n° 3307710,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 10215 MRE DAE du 20 novembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement des marques n° 3307709 et n° 3307710 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5477 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9349 MRE DAE du 27 octobre 2014**

NOR : DAE24506701AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3278266 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-34 du 22 août 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5351 MEF DGAE du 16 juin 2023 portant reconnaissance de 196 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3278266,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 9349 MRE DAE du 27 octobre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3278266 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5478 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8840 MRE DAE du 3 octobre 2014***NOR : DAE24506696AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3298358 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-32 du 8 août 2014 ;

Vu l'arrêté n° 9230 MRE DAE du 21 octobre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3298358,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8840 MRE DAE du 3 octobre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3298358 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5479 MEF/DGAE du 25 juin 2024 modifiant la décision de rejet n° 8241 VP DAE du 3 septembre 2014**

NOR : DAE24506606AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1268169 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-28 du 11 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 4337 MEF DGAE du 29 avril 2024 portant reconnaissance de 35 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1268169,

Arrête :

Article 1er. — Dans la décision n° 8241 VP DAE du 3 septembre 2014 susvisé, toutes les références faites à la marque n° 1268169 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5480 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 226 MRE DAE du 8 janvier 2015***NOR : DAE24506611AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94536736 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 4125 MRE DAE du 22 mai 2015 portant reconnaissance de 154 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94536736,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 226 MRE DAE du 8 janvier 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94536736 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5481 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6266 VP du 15 juillet 2014**

NOR : DAE24506615AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3287140 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-19 du 9 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 4337 MEF DGAE du 29 avril 2024 portant reconnaissance de 35 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3287140,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6266 VP du 15 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3287140 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5482 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7007 VP du 30 juillet 2014**

NOR : DAE24506689AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3279169 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-23 du 6 juin 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5351 MEF DGAE du 16 juin 2023 portant reconnaissance de 196 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3279169,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7007 VP du 30 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3279169 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5483 MEF/DGAE du 25 juin 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8633 VP DAE du 11 septembre 2014***NOR : DAE24506693AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94519243 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-29 du 18 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 10776 MRE DAE du 8 décembre 2014 portant reconnaissance de certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94519243,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8633 VP DAE du 11 septembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94519243 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5599 MEF/DGAE du 26 juin 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française en application de l'article LP. 250-2-II**

NOR : DAE24507377AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu le code de débits de boissons ;

Vu la demande présentée par l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française en date du 25 juin 2024 ;

Vu l'avis de la mairie de la commune de Pirae en date du 24 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française, représentée par sa présidente Mme Alexandra SANCHEZ, dont le siège social est situé à l'hippodrome « Louis Pomare » de la commune de Pirae, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire le dimanche 30 juin 2024 à l'occasion des courses hippiques qui se dérouleront à l'hippodrome « Louis Pomare ».

Art. 2. — Les horaires d'ouverture de ce débit de boissons sont fixés ainsi :

Pour la vente à consommer sur place : de 11 heures à 18 heures.

Art. 3. — À l'occasion de la manifestation mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, le débit de boissons temporaire ne pourra vendre ou offrir, sous quelque forme que ce soit, que des boissons alcooliques du 2e groupe défini à l'article LP. 110-1 du code des débits de boissons.

Art. 4. — L'arrêté n° 5313 MEF/DGAE du 17 juin 2024 portant autorisation dérogatoire de l'association Hippique et d'Encouragement à l'Élevage en Polynésie française, pour le 23 juin 2024, en application de l'article LP. 250-2-II est abrogé.

Art. 5. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice adjointe des affaires économiques*

Catherine COLOMBET

**Arrêté n° 5613 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de M. Tamahere CHANSON, en fonction à la délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées**

NOR : CDE24507375AM

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 modifié portant désignation des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées au sein des services administratifs de la Polynésie française ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 1332 MJP du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées à la délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse, l'agent suivant :

Délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse :

- M. Tamahere CHANSON, titulaire.

Art. 2. — L'arrêté n° 7104 MEF/CDE du 10 août 2023 portant désignation de Mme Tupuhina MAIRAI en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées au sein de la délégation pour la prévention de la délinquance de la jeunesse, est abrogé.

Art. 3. — Le tableau figurant en annexe à l'arrêté n° 2799 VP/CDE du 2 mars 2020 susvisé est modifié en conséquence.

Art. 4. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tamahere CHANSON et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Le contrôleur des dépenses engagées,*

Noëlyne TEITI

**Arrêté n° 5614 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de Mme Tupuhina MAIRAI, en fonction à la vice-présidence, ministère des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées**

NOR : CDE24507367AM

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 50 VP du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant suppléant du contrôleur des dépenses engagées à la vice-présidence, ministère des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions, l'agent suivant :

Vice-présidence, ministère des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions :

- Mme Tupuhina MAIRAI, suppléant.

Art. 2. — L'arrêté n° 5183 MEF/CDE du 11 juin 2024 portant désignation de Mme Tupuhina MAIRAI, en fonction au ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées, est abrogé.

Art. 3. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Tupuhina MAIRAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Le contrôleur des dépenses engagées,*  
Noëlyne TEITI

**Arrêté n° 5615 MEF/CDE du 27 juin 2024 portant désignation de M. Tamahere CHANSON, en fonction au ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées**

*NOR : CDE24507372AM*

Le contrôleur des dépenses engagées,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 404 CM du 15 avril 1997 modifié instituant la réglementation relative à la comptabilité des engagements ;

Vu l'arrêté n° 10651 MEF/CDE du 28 septembre 2022 portant délimitation du domaine d'attribution des correspondants titulaires et suppléants du contrôleur des dépenses engagées en matière de visa des engagements de dépense ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 201 CM du 26 février 2020 portant nomination de Mme Noëlyne TEITI en qualité de contrôleur des dépenses engagées ;

Vu l'arrêté n° 5108 MEF/CDE du 5 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Noëlyne TEITI, contrôleur des dépenses engagées, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la demande de désignation présentée par bordereau n° 1332 MJP du 19 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est désigné en qualité de correspondant titulaire du contrôleur des dépenses engagées au ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, l'agent suivant :

Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat :  
- M. Tamahere CHANSON, titulaire.

Art. 2. — Le contrôleur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tamahere CHANSON et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Le contrôleur des dépenses engagées,*  
Noëlyne TEITI

**Arrêté n° 5628 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Sebastian BESA-PINCEMIN pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24505871AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 19 mars 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 760 000 F CFP (sept-cent-soixante-mille francs CFP), correspondant à 20 000 F CFP X 38 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Sebastian BESA-PINCEMIN, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 23 200 000 F CFP (vingt-trois-millions-deux-cent-mille francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5629 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Toaura PIERE pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24504258AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 7 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 780 000 F CFP (sept-cent-quatre-vingt-mille F CFP), correspondant à 30 000 F CFP X 26m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Toaura PIERE, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 8 260 000 F CFP (huit-millions-deux-cent-soixante-mille F CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Paëa.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5630 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Yannick MOPI et Mme Mihimana VANAA épouse MOPI pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24504044AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque de Tahiti et reçu le 25 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 370 000 F CFP (deux-millions-trois-cent-soixante-dix-mille francs CFP), soit 30 000 F CFP X 79 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Yannick MOPI et Mme Mihimana VANAA épouse MOPI, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 17 641 500 F CFP (dix-sept-millions-six-cent-quarante-et-un-mille-cinq-cents francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Toahotu, Taïarapu-Ouest.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5631 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Yolenne PAHUATINI épouse HUET et M. Joseph HUET pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24504257AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque SOCREDO et reçu le 7 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 3 060 000 F CFP (trois-millions-soixante-mille francs CFP), soit 30 000 F CFP X 102 m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Yolenne PAHUATINI épouse HUET et M. Joseph HUET, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 19 598 139 F CFP (dix-neuf-millions-cinq-cent-quatre-vingt-dix-huit-mille-cent-trente-neuf francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Nuku Hiva.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5632 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Nelly VANQUIN pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24503498AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque SOCREDO et reçu le 5 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 4 000 000 F CFP (quatre-millions de francs CFP), soit 40 000 F CFP X 100 m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Nelly VANQUIN, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 27 701 286 F CFP (vingt-sept-millions-sept-cent-un-mille-deux-cent-quatre-vingt-six francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Toahotu, Taïarapu-Ouest.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5633 MEF du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Mickaël DANGUIAT pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24504011AM-1

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu le dossier éligible présenté par la Banque SOCRÉDO et reçu le 24 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 670 000 F CFP (deux-millions-six-cent-soixante-dix-mille francs CFP), soit 30 000 F CFP X 89 m<sup>2</sup>, en faveur de M. Mickaël DANGUIAT, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale estimée à 49 000 000 F CFP (quarante-neuf-millions de francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Papeete.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire .

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de la construction ou de l'acquisition mentionnée dans la demande d'aide, par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance d'un certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au(x) bénéficiaire(s) mentionné(s) à l'article 1er et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Tevaiti-Ariipaea POMARE

**Arrêté n° 5656 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de Mme Christine MASSON pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24505872AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque de Tahiti le 6 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 160 000 F CFP (un-million-cent-soixante-mille francs CFP), correspondant à 20 000 F CFP X 58 m<sup>2</sup>, en faveur de Mme Christine MASSON, pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou pour l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale d'une valeur totale de 13 157 880 F CFP (treize-millions-cent-cinquante-sept-mille-huit-cent-quatre-vingts francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Avera, Taputapuatea.

Art. 2. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité au bénéficiaire.

Art. 3. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française, mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Il(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'acquisition du logement par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide ; ce délai est porté à 2 ans pour les travaux de construction d'un logement neuf. En cas de construction, il conviendra de justifier de la délivrance du certificat de conformité.

Art. 5. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 6. — La directrice est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,  
Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5657 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Josué HOKUIN et Mme Jade HELLE pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

*NOR : DAE24505881AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 29 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 232 010 F CFP (un-million-deux-cent-trente-deux-mille-dix francs CFP), en faveur de M. Josué HOKUIN et Mme Jade HELLE correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 4 106 700 F CFP (quatre-millions-cent-six-mille-sept-cents francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Arue.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204, centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques,*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5658 MEF/DGAE du 28 juin 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de M. Gilles OSMONT et Mme Dossia MAI épouse OSMONT pour les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages**

NOR : DAE24505879AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 modifié portant application de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction, l'acquisition ou les travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation d'un logement à usage d'habitation principale ;

Vu la demande déposée par la Banque SOCREDO le 31 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 333 084 F CFP (un-million-trois-cent-trente-trois-mille-quatre-vingt-quatre francs CFP), en faveur de M. Gilles OSMONT et Mme Dossia MAI épouse OSMONT correspondant à 30 % des dépenses de travaux d'aménagement, d'extension ou de rénovation du logement à usage d'habitation principale déclarées dans la demande d'aide à hauteur de 4 443 612 F CFP (quatre-millions-quatre-cent-quarante-trois-mille-six-cent-douze francs CFP) et ce, dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement des ménages. Le logement aidé se situe dans la commune de Punaauia.

Art. 2. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à justifier, auprès de l'autorité compétente, de la réalisation de l'intégralité des travaux mentionnés dans la demande d'aide par la production de factures acquittées dans le délai d'un an à compter de la liquidation de l'aide.

Si l'aide perçue s'avère être supérieure à 30 % des dépenses réellement justifiées, il sera demandé un remboursement partiel de l'aide au prorata des dépenses non justifiées.

Art. 3. — Conformément à l'article 14 de l'arrêté n° 213 CM du 25 février 2021 susvisé, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 4. — La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française : mission 916, programme 91604, AP 362.2024, AE 32.2024, article 204 - centre de travail 73000.

Art. 5. — Le(s) bénéficiaire(s) s'engage(nt) à affecter de manière exclusive le logement aidé à son(leur) habitation principale pendant un délai de cinq ans à compter de la liquidation de l'aide.

Art. 6. — En cas d'inexécution des obligations prévues à l'article LP. 16-I de la loi du pays n° 2021-11 du 8 février 2021 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 7. — La directrice générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, la directrice des affaires économiques*

Sabine BAZILE

**Arrêté n° 5695 MEF/DGAE du 1er juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 6741 VP du 25 juillet 2014**

NOR : DAE24507758AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94525544 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-21 du 23 mai 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5328 MEF DGAE du 18 juin 2024 portant reconnaissance de 33 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94525544,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 6741 VP du 25 juillet 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94525544 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**Arrêté n° 5696 MEF/DGAE du 1er juillet 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 9585 MRE DAE du 3 novembre 2014***NOR : DAE24507759AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 820 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5122 MEF du 5 juin 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 5271 MEF/DGAE du 14 juin 2024 portant modification de l'arrêté n° 5162 MEF/DGAE du 10 juin 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 94525543 publiée au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-36 du 5 septembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 5328 MEF DGAE du 18 juin 2024 portant reconnaissance de 33 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 94525543,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 9585 MRE DAE du 3 novembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94525543 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,*

Te Fetu o Naiki BARRIER

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° 5503 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 2845 MPR DRM du 15 mars 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Kirimiro Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 517)**

*NOR : DRM24505062AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2485 MPR DRM du 15 mars 2024 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Kirimiro Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 517) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Kirimiro Perles, Mme Françoise GOODING, et la SCA Ragikura Pearls, James GOODING, Sacha GOODING, Alain GUILLOUX PIERRE NICOLAS, Georges GOODING, Jerry GOODING, la SCA Ragikura Perles, Louison MATI ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 4 avril 2024 ;

Vu la demande de reprise de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime et de changement de situation géographique des emplacements maritimes à des fins d'exploitation perlicole accordée à M. Winfred GOODING formulée par la SCA Kirimiro Perles du 17 mai 2024, reçue le 21 mai 2024 ;

Vu la demande de désistement de M. Winfred GOODING au profit de la la SCA Kirimiro Perles du 6 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 25 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2 et 3 de l'arrêté n° 2845 MPR DRM du 15 mars 2024 susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 25 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 23 ha (6,12 ha ; 5 ha ; 5,53 ha et 6,35 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 30 m<sup>2</sup>.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

« Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 401 000 F CFP (quatre-cent-un-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 25 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 50 000 F CFP ;
- sur la base de 23 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 345 000 F CFP ;
- sur la base de 30 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 6 000 F CFP. »

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — L'arrêté n° 6344 VP du 12 juin 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Winfred GOODING, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 12) est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Kirimiro Perles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5504 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 2482 MPR DRM du 29 février 2024 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Ragikura Pearls, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 516)**

*NOR : DRM24505132AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2482 MPR DRM du 29 février 2024 modifié susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Ragikura Pearls, sis à Gambier, commune de Gambier (exploitant n° 516) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Ragikura Pearls et la SCA Kirimiro Perles ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 25 novembre 2023 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Ragikura Pearls, du 29 novembre 2023 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 25 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 2482 MPR DRM du 29 février 2024 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 20 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 20 ha (8 ha ; 8 ha et 4 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture. »

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, la SCA Ragikura Pearls dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 4. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Ragikura Pearls et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5505 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 11248 MCE DRM du 11 octobre 2022 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 344)**

*NOR : DRM24505137AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11248 MCE DRM du 11 octobre 2022 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 344) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN et la SCA KMK ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 23 mai 2024 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN du 22 mai 2024, reçue le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 22 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 11248 MCE DRM du 11 octobre 2022 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m<sup>2</sup>.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture. »

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Tehotu Vanaka Vehiatua REASIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5506 MPR/DRM du 25 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 5043 MPR DRM du 5 juin 2023 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA KMK, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 494)**

*NOR : DRM24505144AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5043 MPR DRM du 5 juin 2023 susvisé, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA KMK, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 494) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA KMK, et MM. Eugène KECK, Tehotu REASIN ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 23 mai 2024 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA KMK du 22 mai 2024, reçue le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 22 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 5043 MPR DRM du 5 juin 2023 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 6 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 7 ha (1,20 ha ; 4,19 ha ; 0,37 ha et 1,24 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.»

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, la SCA KMK dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA KMK et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5507 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 215)**

*NOR : DRM24505152AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8590 VP du 30 juillet 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 215) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD et Mme Maria PAEAMARA épouse DOLCINI ;

Vu l'avis favorable du maire adjoint de la commune des Gambier du 7 février 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD, non datée, reçue le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mme Bélanda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 6 août 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 6,1864 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 112 796 F CFP (cent-douze-mille-sept-cent-quatre-vingt-seize francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 6,1864 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 92 796 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 6 août 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Bélinda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Bélinda Marianne TEAPIKI épouse GUIFFORD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5508 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean MATEROURU (fils), sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 204)**

NOR : DRM24505158AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 6345 VP du 12 juin 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Jean MATEROURU (fils) sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 204) ;

Vu les accords d'intervalles réglementaires entre M. Jean MATEROURU (fils) et Mme Alvéline MATEROURU ;

Vu l'avis favorable du maire adjoint de la commune des Gambier du 11 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Jean MATEROURU (fils) du 12 avril 2024, reçue le 30 mai 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Jean MATEROURU (fils), aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 10 septembre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes,
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 14 ha,
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 48 m<sup>2</sup>.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 239 600 F CFP (deux-cent-trente-neuf-mille-six-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP,
- sur la base de 14 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 210 000 F CFP,
- sur la base de 48 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 9 600 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 10 septembre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Jean MATEROURU (fils) de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean MATEROURU (fils) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5509 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 350)**

*NOR : DRM24505148AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 17 novembre 2023 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER du 17 novembre 2023, reçue le 23 novembre 2023 et complétée le 30 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :  
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Garoro Bertha ALVAREZ épouse DEXTER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5510 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Wilfred Mio BELLAIS, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 659)**

NOR : DRM24505247AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Takaroa ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Wilfred Mio BELLAIS du 21 février 2024, reçue le 26 février 2024 et complétée le 31 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Wilfred Mio BELLAIS, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :  
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Wilfred Mio BELLAIS de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Wilfred Mio BELLAIS et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5511 MPR/DRM du 25 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Franck VAIHO, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 660)**

*NOR : DRM24505250AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takaroa du 20 novembre 2023 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Franck VAIHO du 20 novembre 2023, reçue le 26 février 2024 et complétée le 31 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Franck VAIHO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Takaroa, commune de Takaroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :  
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Franck VAIHO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Franck VAIHO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5512 MPR/DRM du 25 juin 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Makiroto Eugène MAIFANO à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 115)**

*NOR : DRM24506695AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2053 MPR/DRM du 16 février 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Makiroto Eugène MAIFANO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 115) ;

Vu les factures justificatives de M. Makiroto Eugène MAIFANO de la période du 24 janvier 2024 au 17 juin 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Makiroto Eugène MAIFANO du 26 mars 2024 reçue le 2 mai 2024 ;

Vu la demande de maintien du quota de carburant de M. Makiroto Eugène MAIFANO du 18 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Makiroto Eugène MAIFANO, titulaire des cartes de producteurs d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Ahe, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 17 juin 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 13 000 litres d'essence sans plomb pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Makiroto Eugène MAIFANO délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Makiroto Eugène MAIFANO s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Makiroto Eugène MAIFANO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5571 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant suspension du bénéfice de la licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » de M. Jean-Noël HAMBLIN pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24506946AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 4944 MPR du 25 mai 2023 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche, à M. Cédric PONSONNET, le directeur des ressources marines ;

Vu la délibération 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 208 CM du 9 février 2012 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 941 MED/DRM du 26 janvier 2022 accordant à M. Jean-Noël HAMBLIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en formation disciplinaire dans sa séance du 20 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 941 MED/DRM du 26 janvier 2022 accordant à M. Jean-Noël HAMBLIN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle dite « apte à naviguer » pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, est suspendu pour une durée d'une année à compter du 1er septembre.

Art. 2. — La suspension mentionnée à l'article 1er du présent arrêté, suspend également le bénéfice des avantages attachées à l'autorisation de pêche pour la même durée et concernant les biens destinés directement à l'activité de pêche du navire de pêche dénommé Here Ax, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4011.

Art. 3. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5572 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant abrogation de l'arrêté n° 554 MDA du 21 janvier 2015 accordant à M. Arnold Taurama SUN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française**

*NOR : DRM24506945AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la délibération n° 88-184 AT du 8 décembre 1988 modifiée relative à la protection de certaines espèces animales marines et d'eau douce du patrimoine naturel polynésien ;

Vu la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1977 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 557 CM du 6 juin 1997 modifié portant dispositions pour l'application de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1099 CM du 27 juin 2022 portant application de l'article 6 de la délibération n° 97-32 APF du 20 février 1997 modifiée relative à l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 554 MDA du 21 janvier 2015 accordant à M. Arnold Taurama SUN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique et exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission consultative de la pêche hauturière en formation disciplinaire dans sa séance du 30 octobre 2023,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 554 MDA du 21 janvier 2015 accordant à M. Arnold Taurama SUN le bénéfice d'une licence de pêche professionnelle pour l'exploitation des ressources vivantes de la mer territoriale et de la zone économique exclusive situées au large des côtes de la Polynésie française, pour le navire dénommé Haiatua IV, immatriculé à Papeete sous le numéro PY 4672, est abrogé.

Art. 2. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5573 MPR/DRM du 26 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 3195 MCE DRM du 5 avril 2022 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Bruce Teka Yann TEIVA, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 116)**

NOR : DRM24506675AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande d'annulation de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Bruce Teka Yann TEIVA du 3 juin 2024, reçue le 4 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 3195 MCE DRM du 5 avril 2022 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Bruce Teka Yann TEIVA, sis à Raroia, commune de Makemo (exploitant n° 116), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, M. Bruce Teka Yann TEIVA dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Bruce Teka Yann TEIVA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*  
Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5574 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Norman Tauaea PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377)**

*NOR : DRM24506411AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8356 VP du 24 juillet 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Norman Tauaea PARKER, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Arutua du 13 mai 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Norman Tauaea PARKER du 15 février 2024, reçue le 6 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Arutua,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de M. Norman Tauaea PARKER, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 30 juillet 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 15 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 180 000 F CFP (cent-quatre-vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 15 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 30 000 F CFP ;

- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 150 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 30 juillet 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Norman Tauaea PARKER de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Norman Tauaea PARKER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5575 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM, sis à Fakarava, commune de Fakarava (exploitant n° 109)**

*NOR : DRM24506635AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Fakarava du 21 février 2024 ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM du 21 février 2024, reçue le 8 avril 2024 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 23 avril 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Fakarava, commune de Fakarava.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 20 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 20 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 300 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Manariki Ralph Taitoa Tokerau DOOM et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5576 MPR/DRM du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 14519 MCE DRM du 23 décembre 2022 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA, sis à Takarua, commune de Takarua (exploitant n° 598)**

*NOR : DRM24506629AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 14519 MCE DRM du 23 décembre 2022 modifié susvisé, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA, sis à Takarua, commune de Takarua (exploitant n° 598) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune de Takarua du 9 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole pour l'activité de collectage et la demande d'extension de la superficie des emplacements maritimes, formulées par M. Georges Edwing TEMANAHA des 15 novembre 2023, 9 avril 2024, reçues le 16 novembre 2023 et le 27 mai 2024 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 23 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 2, 3 et 4 de l'arrêté n° 14519 MCE DRM du 23 décembre 2022 modifié susvisé, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 7 emplacements d'une superficie totale de 30 ha (3 ha ; 2 ha ; 10 ha ; 3 ha ; 2 ha ; 2 ha et 8 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

« Art. 3.— La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 470 000 F CFP (quatre-cent-soixante-dix-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 30 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 450 000 F CFP.

« Art. 4.— Est autorisé au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, l'activité de producteur d'huîtres perlières à compter de la date de publication du présent arrêté jusqu'au 29 décembre 2027. »

Art. 2. — Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 3. — L'arrêté n° 6340 VP du 12 juin 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Georges Edwing TEMANAHA, sis à Takaroa, commune de Takaroa (exploitant n° 598), est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Georges Edwing TEMANAHA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5577 MPR/DRM du 26 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 4180 MCE DRM du 20 avril 2023 modifié portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tarava Pearl, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 492)**

*NOR : DRM24506560AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4180 MCE DRM du 20 avril 2023 modifié susvisé, portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Tarava Pearl, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 492) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre la SCA Tarava Pearl et Mme Joséphine TEAKAROTU ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 4 juin 2024 ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Tarava Pearl du 6 juin 2024, reçue le 19 juin 2024 ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 24 novembre 2023 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 4180 MCE DRM du 20 avril 2023 modifié susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 20 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 3 emplacements d'une superficie totale de 18 ha (3 ha ; 7 ha et 8 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 36 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture. »

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, la SCA Tarava Pearl dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Tarava Pearl et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5578 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Jubilé, sis à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 54)**

*NOR : DRM24506422AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8588 VP du 30 juillet 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Jubilé, sis à Tikehau, commune de Rangiroa (exploitant n° 54) ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Tikehau du 24 mai 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Jubilé du 20 mai 2024, reçue le 11 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de la SCA Jubilé, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 17 septembre 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Tikehau, commune de Rangiroa.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 10 ha ;
- pour deux maisons d'exploitation et de greffe : 60 m<sup>2</sup> (30 et 30 m<sup>2</sup>).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 162 000 F CFP (cent-soixante-deux-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 150 000 F CFP ;
- sur la base de 60 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 17 septembre 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Jubilé de ses autorisations d'exercer une activité de producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Jubilé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5579 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Roseline REREAO-VAITOARE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 344)**

*NOR : DRM24506672AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2814 VP du 11 mars 2019 modifié, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Roseline REREAO-VAITOARE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 344) ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Ahe du 3 juin 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Roseline REREAO-VAITOARE, non datée, reçue le 14 juin 2024 et enregistrée le 17 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Ahe,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Roseline REREAO-VAITOARE, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 10 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 4,81 ha (1,81 ha et 3 ha).

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 92 150 F CFP (quatre-vingt-douze-mille-cent-cinquante francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP ;
- sur la base de 4,81 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 72 150 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 18 juin 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Roseline REREAO-VAITOARE de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Roseline REREAO-VAITOARE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5580 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336)**

NOR : DRM24506416AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO et M. Makiroto MAIFANO ;

Vu l'arrêté n° 5041 VP du 7 mai 2019 modifié portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 336) ;

Vu l'avis favorable du maire délégué de la commune associée de Ahe du 6 juin 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, non datée, reçue le 12 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Ahe,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 12 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 2 emplacements d'une superficie totale de 25 ha (22,60 ha et 2,40 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 411 000 F CFP (quatre-cent-onze-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 12 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 24 000 F CFP ;
- sur la base de 25 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 375 000 F CFP ;
- sur la base de 60 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 18 juin 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hugues Teikihuevanaka MAIFANO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5581 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Aukena Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 191)**

*NOR : DRM24506650AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5045 VP du 7 mai 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de la SCA Aukena Perles, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 191) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 4 avril 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par la SCA Aukena Perles du 13 juin 2024, reçue le 14 juin 2024 et enregistrée le 17 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de la SCA Aukena Perles, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 3 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 9,20 ha.

Et tel que cet emplacement figure sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 144 000 F CFP (cent-quarante-quatre-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 3 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 6 000 F CFP ;
- sur la base de 9,20 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 138 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 18 juin 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par la SCA Aukena Perles de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCA Aukena Perles et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5582 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 187)**

*NOR : DRM24506412AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII, Mme Maria URARII épouse MAHAA et MM. Benoît URARII, Hoa-Rai URARII ;

Vu l'arrêté n° 6347 VP du 12 juin 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 187) ;

Vu l'avis favorable du maire de la commune des Gambier du 28 mai 2024 ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII du 20 mai 2024, reçue le 7 juin 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisé au profit de Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter du 8 juillet 2024, le renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis aux Gambier, commune des Gambier.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est renouvelée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 20 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 20,76 ha ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 60 m<sup>2</sup>.

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction des superficies ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 363 400 F CFP (trois-cent-soixante-trois-mille-quatre-cents francs CFP) suivant le détail ci-après :

- sur la base de 20 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 40 000 F CFP ;
- sur la base de 20,76 ha à 1 500 F CFP/1 000 m<sup>2</sup>, soit 311 400 F CFP ;
- sur la base de 60 m<sup>2</sup> à 200 F CFP/m<sup>2</sup>, soit 12 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter du 8 juillet 2024.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières et producteur de produits perliers.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Bianca Tania TEARIKI épouse URARII et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5611 MPR du 27 juin 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses en cage de l'élevage de Mme Jacinthe TAHUA**

NOR : SDR24502003AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de Mme Jacinthe TAHUA en date du 29 février 2024 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 139 BSE du 29 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de Mme Jacinthe TAHUA, implantée sur le motu Tamaro, île de Apataki, pour la détention de 360 poules pondeuses en cage.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code « 3 ».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Jacinthe TAHUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 5612 MPR du 27 juin 2024 portant agrément pour la détention de poules pondeuses élevées en plein air de l'élevage de M. Jean-Christophe VIRIAMU**

NOR : SDR24501872AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la délibération n° 2001-16 APF du 1er février 2001 relative à la protection des animaux domestiques et des animaux sauvages apprivoisés ou tenus en captivité ;

Vu l'arrêté n° 478 CM du 13 mai 1997 modifié relatif aux conditions d'hygiène de la collecte et de la commercialisation des œufs ;

Vu l'arrêté n° 314 CM du 20 février 2008 modifié portant application de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 modifiée sur les produits et les services en ce qui concerne la commercialisation des œufs et ovoproduits ;

Vu l'arrêté n° 590 CM du 14 avril 2021 relatif aux normes zootechniques minimales à respecter pour l'élevage et la détention des poules pondeuses et la dénomination des œufs mis sur le marché ;

Vu la demande de M. Jean-Christophe VIRIAMU en date du 8 décembre 2023 ;

Vu le rapport de l'agent instructeur n° 133 BSE du 28 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — Un agrément est accordé à l'élevage de M. Jean-Christophe VIRIAMU, implanté sur la terre Teharaura lot 1 parcelle B, commune de Taahuaia, île de Tubuai, pour la détention de 360 poules pondeuses élevées en plein air.

Art. 2. — À compter du 14 avril 2023, les œufs doivent être marqués par apposition sur la coquille de manière visible et lisible au moyen d'un colorant à usage alimentaire, indélébile, résistant à la cuisson, ou par tout autre moyen de marquage autorisé par l'autorité administrative compétente, du code « 1 ».

Art. 3. — Tout changement des conditions d'élevage doit faire l'objet d'une déclaration à la direction de l'agriculture qui évalue au regard des modifications le respect des dispositions de la réglementation.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Jean-Christophe VIRIAMU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*  
Taivini TEAI

**Arrêté n° 5616 MPR/DRM du 27 juin 2024 modifiant l'arrêté n° 12216 VP du 14 novembre 2019 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Irénéo TEAKAROTU, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 162)**

*NOR : DRM24505028AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5276 MPR/DRM du 14 juin 2024 portant délégation de signature de M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines, au profit des agents placés sous son autorité ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 12216 VP du 14 novembre 2019 susvisé, portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Irénéo TEAKAROTU, sis aux Gambier, commune des Gambier (exploitant n° 162) ;

Vu les accords de réduction d'intervalles réglementaires entre M. Irénéo TEAKAROTU et Mme Milica JOVANOVIC épouse TEAKAROTU ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune des Gambier ;

Vu la demande de changement de situation géographique des emplacements du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par M. Irénéo TEAKAROTU, non daté, reçue le 9 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion des Gambier ;

Vu le procès-verbal d'implantation de la direction des ressources marines du 23 mai 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'article 2 de l'arrêté n° 12216 VP du 14 novembre 2019 susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 2.— L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'exercice des activités et des superficies ci-après :

- pour le collectage d'huîtres perlières : 4 lignes ;
- pour l'élevage et la greffe d'huîtres perlières : 4 emplacements d'une superficie totale de 12,82 ha (5,95 ha ; 3 ha ; 3 ha et 0,87 ha) ;
- pour une maison d'exploitation et de greffe : 32 m².

Et tels que ces emplacements figurent sur le plan délivré par le service en charge de la perliculture. »

Art. 2. — En application de l'article 95 de l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié susvisé, M. Irénéo TEAKAROTU dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de cessation ou de résiliation de l'autorisation d'occupation pour effectuer, à ses frais et sous sa responsabilité, la remise des lieux en leur état primitif.

Art. 3. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Irénéo TEAKAROTU et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 juin 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur des ressources marines*

Cédric PONSONNET

**Arrêté n° 5634 MPR du 28 juin 2024 autorisant la résiliation conventionnelle du bail du 1er novembre 2021 et abrogation de l'arrêté n° 9331 VP du 25 août 2021 autorisant la location d'une parcelle de terre d'une superficie de 2 200 m<sup>2</sup> dépendant du domaine dit Plateau de Taravao, sis à Āfa'ahiti, commune de Tai'arapu-Est, île de Tahiti, au profit de la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY**

NOR : SDR24506749AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3684 MLA du 22 avril 2014 portant affectation du domaine du Plateau de Taravao, cadastré communes de Tai'arapu-Est et Tai'arapu-Ouest, au profit du service du développement rural ;

Vu le bail du 1er novembre 2021 conclu entre la Polynésie française et la SARL La Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY relatif à la location de la parcelle de terre d'une superficie de 2 200 m<sup>2</sup> dépendant du domaine dit Plateau de Taravao, cadastrée commune de Tai'arapu-Est section ID n° 1 ;

Vu le courrier de la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY en date du 3 mai 2023,

Arrête :

Article 1er. — Le bail conclu le 1er novembre 2021 entre la Polynésie française et la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY est résilié à compter du 3 mai 2023.

Art. 2. — L'arrêté n° 9331 VP du 25 août 2021 modifié autorisant la location d'une parcelle de terre d'une superficie de 2 200 m<sup>2</sup> dépendante du domaine dit Plateau de Taravao, sis à Āfa'ahiti, commune de Tai'arapu-Est, île de Tahiti, au profit de la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY, est abrogé à compter du 3 mai 2023.

Art. 3. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Fromagère de Tahiti représentée par Mme Juliet LAMY et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5635 MPR du 28 juin 2024 abrogeant l'arrêté n° 1611 MAF du 16 février 2023 autorisant la location du lot n° 14 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Plateau de Taravao Extension 2, sis commune de Taïarapu-Est, commune associée de Afa'ahiti, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Valérie Titaina AVAEMAI**

NOR : SDR24505221AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 403 PR du 15 mai 2023 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture et des ressources marines, en charge de l'alimentation et de la recherche ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 520 CM du 11 avril 2022 modifié portant application de l'article LP. 28 de la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3684 MLA du 22 avril 2014 portant affectation du domaine du plateau de Taravao, cadastré communes de Taïarapu-Est et de Taïarapu-Ouest, au profit du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 30 janvier 2023 portant création du lotissement agricole dénommé Plateau de Taravao Extension 2, sis à Afaahiti, commune de Taïarapu-Est, Tahiti, archipel des îles-du-Vent ;

Vu l'arrêté n° 1611 MAF du 16 février 2023 autorisant la location du lot n° 14 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Plateau de Taravao Extension 2, commune de Taïarapu-Est, commune associée de Afaahiti, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Valérie Titaina AVAEMAI ;

Vu le courrier de Mme Valérie Titaina AVAEMAI en date du 1er mars 2023, complété par courriels en dates du 11 et 13 février 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 1611 MAF du 16 février 2023 autorisant la location du lot n° 14 d'une superficie de 0,90 ha dépendant du lotissement agricole Plateau de Taravao Extension 2, sis commune de Taïarapu-Est, commune associée de Afa'ahiti, île de Tahiti, archipel de la Société, au profit de Mme Valérie Titaina AVAEMAI, est abrogé à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Valérie Titaina AVAEMAI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5647 MPR/DIREN du 28 juin 2024 portant autorisation dérogatoire à l'association Te Honu no Raiatea pour exercer une activité de chasse audiovisuelle de l'espèce *Chelonia mydas* à des fins de photo-identification**

NOR : ENV24507712AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 1648 CM du 20 septembre 2023 portant nomination de M. Alexandre VERHOEST en qualité de directeur de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu l'article LP. 2213-1 du code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu la demande de l'association Te Honu no Raiatea en date du 25 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'association Te Honu no Raiatea identifiée par le n° TAHITI F09403 est autorisée à exercer l'activité de chasse audiovisuelle de l'espèce *Chelonia mydas* classée en catégorie B du code de l'environnement.

Art. 2. — L'association Te Honu no Raiatea est autorisée à exercer la chasse audiovisuelle dans les eaux et sur les plages de Raiatea et Tahaa à l'exclusion des espaces classés inscrits au code de l'environnement.

Art. 3. — L'autorisation dérogatoire est consentie pour la durée d'une année à la date du présent arrêté.

Art. 4. — L'association Te Honu no Raiatea est autorisée à exercer la chasse audiovisuelle dans les eaux polynésiennes en palmes, masque, tuba (PMT) à des fins de photo-identification.

Art. 5. — L'association Te Honu no Raiatea peut récolter à titre gratuit des photographies de l'espèce *Chelonia mydas* auprès de photographes amateurs ou professionnels. Ces photographies seront utilisées à des fins de photo-identification.

Art. 6. — L'association Te Honu no Raiatea s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure des observations de tous les spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 du code de l'environnement. Ces données seront transmises à la direction de l'environnement.

Art. 7. — L'association Te Honu no Raiatea s'assure du bien-être et du confort des animaux lors de la chasse audiovisuelle.

Art. 8. — Au terme de cette autorisation, l'association Te Honu no Raiatea devra adresser à la direction de l'environnement un rapport précisant les résultats et statistiques, ainsi que tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les individus de l'espèce *Chelonia mydas* en Polynésie française.

Art. 9. — L'association Te Honu no Raiatea s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 10. — Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement  
Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5717 MPR du 1er juillet 2024 portant délégation de signature à M. Roland BOPP en qualité de directeur de l'agriculture**

NOR : SDR24507757AM-1

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 168 CM du 17 février 2017 portant création et organisation de la direction de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 873 CM du 26 juin 2024 portant nomination de M. Roland BOPP en qualité de directeur de l'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Roland BOPP, directeur de l'agriculture, à l'effet de signer au nom du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, les actes courants et correspondances suivants :

A - En matière de gestion du personnel :

1° L'affectation des agents au sein de la direction ;

2° Les congés annuels, autorisations d'absence et attestations d'accident du travail, dans le respect des conditions prévues par les régimes d'emplois respectifs ;

3° Les certificats administratifs et autres documents relatifs à la situation professionnelle des agents du service ;

4° L'avancement et les notations des agents du service ;

5° Les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus aux agents placés sous son autorité ;

6° Dans la limite de ses attributions, il reçoit délégation de signature pour l'organisation de formations spécifiques et la conclusion des conventions s'y rapportant et pour les décisions relatives au placement en formation des agents placés sous son autorité.

B - En matière de gestion des crédits budgétaires :

1° L'engagement dans la limite de vingt-millions de francs CFP (20 000 000 F CFP) des crédits délégués au service ;

2° L'engagement des crédits au titre des aides financières à l'agriculture ;

3° La liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement, y compris celles relative aux marchés publics ;

4° Les ordres de déplacements et réquisitions à l'intérieur de la Polynésie française, n'excédant pas 5 jours, des agents placés sous son autorité ;

5° Les états de primes, remboursements de frais et indemnités divers accordés aux agents du service, conformément à la réglementation en vigueur ;

6° La certification du caractère exécutoire des actes pour lesquels il reçoit délégation de signature ;

7° La liquidation des recettes.

C - En matière de contrats : tous contrats et conventions relatifs aux missions du service, y compris les conventions afférentes aux décisions attributives d'aides financières à l'agriculture.

**D - En matière de marchés publics :**

1° L'élaboration des actes, des décisions et des pièces administratives et techniques liés à la préparation et à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics dont le montant est inférieur à vingt-millions de francs CFP (20 000 000 F CFP), à l'exception de :

- a) L'avenant ayant pour effet de porter le montant total du marché à un montant supérieur à vingt-millions de francs CFP (20 000 000 F CFP) ;
- b) La décision de poursuivre et sa notification ayant pour effet de porter le montant total du marché à un montant supérieur à vingt-millions de francs CFP (20 000 000 F CFP) ;

2° L'élaboration des actes, des décisions et des pièces administratives et techniques liés à la préparation et à la mise en œuvre des procédures de passation, à l'exécution et au règlement des marchés publics dont le montant est supérieur à vingt millions de francs CFP (20 000 000 F CFP), à l'exception de :

- a) L'avis d'appel d'offre ;
- b) La décision d'infructuosité ou de déclaration sans suite ;
- c) Le rapport de présentation du marché ;
- d) La signature du marché ;
- e) La décision d'affermir une tranche ;
- f) L'acte spécial de sous-traitance ;
- g) Les avenants, les décisions de poursuivre, les états supplémentaires de prix forfaitaires, les bordereaux supplémentaires de prix unitaire ;
- h) Les décisions de réception, de réception avec réserves et de levée des réserves ;
- i) Les actes relatifs à la résiliation du marché ;
- j) Les propositions de règlements des différends et litiges.

**E - Les actes, documents et correspondances définis par la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier, entre la direction de l'agriculture et :**

- 1° Les services et établissements publics relevant du ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;
- 2° Les services et établissements publics relevant d'autres ministères ;
- 3° Les usagers, notamment les attestations d'activité agricole.

**F - Les avis :**

- 1° Dans le cadre de la procédure de délivrance de la carte d'agriculteur ;
- 2° Au titre de la procédure de demande d'abattage d'arbres ou de défrichement prévue par la délibération n° 13-1958 du 7 février 1958 modifiée sur le régime des eaux et forêts dans le territoire de la Polynésie française.

**G - En matière de baux agricoles :**

- 1° Les actes autorisant les locations à des fins agricoles, dans et hors des lotissements agricoles dès lors que la gestion des immeubles concernés est transférée à la direction de l'agriculture ;
- 2° Les actes autorisant les renouvellements, les transferts et les cessions de baux agricoles ;
- 3° Les actes en matière de résiliation conventionnelle des baux agricoles.

**Art. 2. —** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Roland BOPP, et dans la limite de ses attributions, délégation de signature est donnée à M. Jérôme LECERF, directeur adjoint de l'agriculture, et M. Jean-Michel WAN BUN TSEUNG, responsable de programmes, chargé du suivi opérationnel.

Art. 3. — L'arrêté n° 5136 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Jérôme LECERF en qualité de directeur de l'agriculture par intérim, est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,*

Taivini TEAI

**Arrêté n° 5723 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société SARL Dive and Sea Tahiti à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19611 (Babouche One) et PY 40349PL (Sartek One) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

*NOR : ENV24507833AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Alexandre DELIERE en date du 16 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Alexandre DELIERE, Joseph ELLIS, Christophe LARQUIER ARRIZABALAGA ou Noël NICOLAS ;

Vu la carte professionnelle de Alexandre DELIERE, Aurélien NEPVEU, Jérémy BERARDO, Benjamin GROSJEAN, Lionel MARTIN, Margot THEILLAUMAS, Nathan DARTEIL, Solène GOUNO, Alexis HERAL ou Ingrid CHAULET,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Dive and Sea Tahiti est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19611 (Babouche One) et PY 40349PL (Sartek One) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Dive and Sea Tahiti est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti Nui avec les navires de numéro d'immatriculation PY 19611 (Babouche One) et PY 40349PL (Sartek One) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Dive and Sea Tahiti exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité des permis de navigation des navires de numéro d'immatriculation PY 19611 (Babouche One) et PY 40349PL (Sartek One) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les 2 navires ne peuvent pas être utilisés simultanément sur la même zone d'observation (300 m).

Art. 7. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 8. — La société SARL Dive and Sea Tahiti s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 9. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 10. — La société SARL Dive and Sea Tahiti s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 11. — La société SARL Dive and Sea Tahiti s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 12. — La société SARL Dive and Sea Tahiti s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 13. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 14. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5724 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société EURL The Native Expedition à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19029 (Naiakeha) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

*NOR : ENV24507832AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Tuteahu CARDILES en date du 21 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Tuteahu CARDILES, Tearenu POOLE, Marc HAHE ou Temana TAVAITAI ;

Vu la carte professionnelle de Tuteahu CARDILES, Tearenu POOLE ou Marc HAHE,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL The Native Expedition est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19029 (Naiakeha) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL The Native Expedition est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 19029 (Naiakeha) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL The Native Expedition exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 19029 (Naiakeha) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL The Native Expedition s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL The Native Expedition s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL The Native Expedition s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL The Native Expedition s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5725 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société EURL Tatahi Tours à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40478PL (Manu Tiaki) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

*NOR : ENV24507837AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de M. Cédric MAURICE en date du 24 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Cédric MAURICE ;

Vu la carte professionnelle de François LEJEUNE,

Arrête :

Article 1er. — La société EURL Tatahi Tours est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40478PL (Manu Tiaki) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société EURL Tatahi Tours est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Tahiti iti avec le navire de numéro d'immatriculation PY 40478PL (Manu Tiaki) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société EURL Tatahi Tours exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 40478PL (Manu Tiaki) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société EURL Tatahi Tours s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société EURL Tatahi Tours s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société EURL Tatahi Tours s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société EURL Tatahi Tours s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**Arrêté n° 5726 MPR/DIREN du 1er juillet 2024 autorisant la société SARL Kavic à exercer des activités d'approche et de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18421 (Kavic) du 1er août 2024 au 11 novembre 2024**

NOR : ENV24507831AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 242 CM du 16 février 2012 modifié portant organisation de la direction de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 5146 MPR du 7 juin 2024 portant délégation de signature à M. Alexandre VERHOEST, directeur de l'environnement ;

Vu la demande de Mme Kahaia LESAGE en date du 27 mai 2024 ;

Vu le titre de conduite de Kahaia LESAGE, Raimana LAUGHLIN, Tamahere PUNU, Eleana UNG ou Michel MAIHI ;

Vu la carte professionnelle de Eleana UNG, Michel MAIHI, Raimana LAUGHLIN, Tamahere PUNU ou Noemie JACQUES,

Arrête :

Article 1er. — La société SARL Kavic est autorisée à exercer une activité d'approche des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18421 (Kavic) en application des dispositions des articles A. 2213-1-4 à A. 2213-1-8 du code de l'environnement.

Art. 2. — La société SARL Kavic est autorisée à exercer une activité de prises de vues et de son des baleines et autres mammifères marins dans les eaux de Mo'orea avec le navire de numéro d'immatriculation PY 18421 (Kavic) en application des dispositions de l'article A. 2213-1-5 du code de l'environnement hormis dans les espaces protégés dudit code.

Art. 3. — La société SARL Kavic exercera l'activité de prises de vues et de son en apnée pour la promotion de son entreprise sans déroger aux règles d'approche.

Art. 4. — La présente autorisation est liée à la validité du permis de navigation du navire de numéro d'immatriculation PY 18421 (Kavic) et au respect des règles d'approche édictées par le code de l'environnement.

Art. 5. — La présente autorisation est liée à la validité de la carte professionnelle des encadrants aquatiques et des recyclages obligatoires leur permettant de conserver leur aptitude à exercer.

Art. 6. — Les autorisations d'approche et de prises de vues et de son sont consenties du 1er août 2024 au 11 novembre 2024.

Art. 7. — La société SARL Kavic s'engage à tenir une base de données dans laquelle sont saisies, au fur et à mesure, toutes les opérations d'observation de spécimens, conformément à l'article A. 2213-1-6 III du code de l'environnement. Ces données peuvent être remplies soit dans un modèle de registre disponible auprès de la direction de l'environnement soit en ligne sur le site de l'observatoire du pays <https://polynesie.magis.nc/observations/>.

Art. 8. — Les agents de la direction de l'environnement sont habilités à contrôler ce registre et à constater toute infraction relative à la réglementation sur la protection des mammifères marins.

Art. 9. — La société SARL Kavic s'engage à fournir à la direction de l'environnement tous les éléments techniques acquis sur le terrain et pouvant permettre de répertorier et identifier les baleines ou autres mammifères marins de Polynésie française.

Art. 10. — La société SARL Kavic s'engage à respecter les prescriptions et obligations du présent arrêté sous peine de retrait de l'autorisation accordée.

Art. 11. — La société SARL Kavic s'engage à informer la direction de l'environnement de toutes modifications des conditions d'exécution de l'activité.

Art. 12. — L'éventuel renouvellement de la présente autorisation sera subordonné au respect des règles d'approche, à la remise des données saisies soit dans le registre, soit dans l'observatoire du pays, ainsi qu'à la remise du fanion de la direction de l'environnement de la saison précédente avant le 30 janvier de l'année suivante.

Art. 13. — Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation, le directeur de l'environnement*

Alexandre VERHOEST

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR****Arrêté n° 5516 MEE du 25 juin 2024 relatif au traitement des arriérés archivistiques détenus par la subdivision des îles Sous-le-Vent du service du contrôle des dépenses engagées**

NOR : ARC24506409AM-1

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 83-81 du 28 avril 1983 modifiée portant sur la réglementation archivistique en Polynésie française (r.e. par Arrêté n° 1856 AA du 1er juin 1983) ;

Vu l'arrêté n° 1742 AR du 16 décembre 1983 modifié relatif aux attributions du service territorial des archives de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1966 CM du 7 décembre 2011 portant création, organisation et fonctionnement du service du patrimoine archivistique et audiovisuel (Te piha faufa'a tupuna) ;

Vu la délibération n° 2019-47 APF du 27 juin 2019 modifiée portant organisation du contrôle des dépenses engagées en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 21 février 2019 modifié portant création et organisation du service du contrôle des dépenses engagées ;

Vu la circulaire n° 3203 PR du 20 avril 2023 relative aux obligations d'archivage incombant aux organismes publics de la Polynésie française ;

Vu le règlement général sur la protection des données à caractère personnel ;

Vu le récolement sommaire du 11 avril 2024 ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée l'élimination des arriérés archivistiques de la période [2003-2016] détenus par la subdivision des îles Sous-le-Vent du service du contrôle des dépenses engagées qui sont issus de la mission déléguée à la circonscription des îles Sous-le-Vent par convention n° 11313 du 16 mai 2001.

Ces archives en doublon sont constituées de photocopies de documents comptables sans valeur probatoire provenant de divers services publics administratifs de la Polynésie française.

Art. 2. — Le chef du service du patrimoine archivistique et audiovisuel - Te piha faufa'a tupuna et le contrôleur des dépenses engagées sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 juin 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 5659 MEE du 28 juin 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 3 du collège du Taaone - Pirae adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 22 avril 2024***NOR : DEE24506011AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 13-2024 du conseil d'établissement du 22 avril 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 3 de l'exercice 2024 du collège du Taaone - Pirae,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège du Taaone - Pirae est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	8 141 922	158 500	-294 658	8 005 764
VE	Vie de l'Elève	4 585 800	0	0	4 585 800
ALO	Administration et logistique	21 687 957	79 100	-245 000	21 522 057
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>34 415 679</b>	<b>237 600</b>	<b>-539 658</b>	<b>34 113 621</b>
SRH	Restauration et hébergement	17 047 800	0	0	17 047 800
SBL	Bourses locales	9 438 400	0	0	9 438 400
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>26 486 200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 486 200</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>60 901 879</b>	<b>237 600</b>	<b>-539 658</b>	<b>60 599 821</b>
OPC	Opérations en capital	166 750	0	539 658	706 408
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>166 750</b>	<b>0</b>	<b>539 658</b>	<b>706 408</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>61 068 629</b>	<b>237 600</b>	<b>0</b>	<b>61 306 229</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	8 141 922	158 500	0	8 300 422
VE	Vie de l'Elève	4 585 800	0	0	4 585 800
ALO	Administration et logistique	20 765 710	79 100	0	20 844 810
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>33 493 432</b>	<b>237 600</b>	<b>0</b>	<b>33 731 032</b>
SRH	Restauration et hébergement	17 047 800	0	0	17 047 800
SBL	Bourses locales	9 438 400	0	0	9 438 400
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>26 486 200</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>26 486 200</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>59 979 632</b>	<b>237 600</b>	<b>0</b>	<b>60 217 232</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>59 979 632</b>	<b>237 600</b>	<b>0</b>	<b>60 217 232</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	60 599 821	Total recettes		60 217 232
	<b>Résultat prévisionnel (excédent)</b>	<b>0</b>	<b>Résultat prévisionnel (déficit)</b>		<b>382 589</b>
	Total ouvertures de crédits	60 599 821	Total prévisions de recettes		60 599 821
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	706 408	Total recettes		0
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)		706 408
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)		0
	<b>Augmentation FDR</b>	<b>0</b>	<b>Diminution FDR</b>		<b>0</b>
	Total ouvertures de crédits	706 408	Total prévisions de recettes		706 408
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	61 306 229	Total brut prévisions de recettes		61 306 229
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire		0
	<b>Total net ouvertures de crédits</b>	<b>61 306 229</b>	<b>Total net prévisions de recettes</b>		<b>61 306 229</b>

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège du Taaone - Pirae et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 5660 MEE du 28 juin 2024 portant approbation de la décision budgétaire modificative n° 2 du collège de Atuona adoptée par le conseil d'établissement lors de la séance du 14 mai 2024***NOR : DEE24505991AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 484 PR du 28 juillet 2014 modifié portant réorganisation de la carte des agences comptables des établissements publics d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu l'arrêté n° 977 MEC du 12 octobre 2004 fixant la liste des Groupements d'observation dispersés (GOD) de Polynésie française ;

Vu la délibération n° 28/2024 du conseil d'établissement du 14 mai 2024 portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 de l'exercice 2024 du collège de Atuona,

Arrête :

Article 1er. — Le budget 2024 du collège de Atuona est modifié et approuvé comme suit :

PREVISIONS BUDGETAIRES - DEPENSES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	6 143 730	0	0	6 143 730
VE	Vie de l'Elève	6 300 000	178 062	0	6 478 062
ALO	Administration et logistique	16 435 259	0	0	16 435 259
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>28 878 989</b>	<b>178 062</b>	<b>0</b>	<b>29 057 051</b>
SRH	Restauration et hébergement	14 507 500	0	0	14 507 500
SBL	Bourses locales	12 700 000	0	0	12 700 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>27 207 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 207 500</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>56 086 489</b>	<b>178 062</b>	<b>0</b>	<b>56 264 551</b>
OPC	Opérations en capital	2 622 700	0	1 700 000	4 322 700
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>2 622 700</b>	<b>0</b>	<b>1 700 000</b>	<b>4 322 700</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - DEPENSES</b>		<b>58 709 189</b>	<b>178 062</b>	<b>1 700 000</b>	<b>60 587 251</b>
PREVISIONS BUDGETAIRES - RECETTES					
Service	Intitulé	Montant	DBM info	DBM vote	Total
AP	Activités pédagogiques	6 143 730	0	0	6 143 730
VE	Vie de l'Elève	6 300 000	178 062	0	6 478 062
ALO	Administration et logistique	15 214 234	0	0	15 214 234
<b>TOTAL SERVICES GENERAUX</b>		<b>27 657 964</b>	<b>178 062</b>	<b>0</b>	<b>27 836 026</b>
SRH	Restauration et hébergement	14 507 500	0	0	14 507 500
SBL	Bourses locales	12 700 000	0	0	12 700 000
<b>TOTAL SERVICES SPECIAUX</b>		<b>27 207 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>27 207 500</b>
<b>TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>54 865 464</b>	<b>178 062</b>	<b>0</b>	<b>55 043 526</b>
OPC	Opérations en capital	0	0	0	0
<b>TOTAL SECTION OPERATIONS EN CAPITAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL BUDGET PRIMITIF - RECETTES</b>		<b>54 865 464</b>	<b>178 062</b>	<b>0</b>	<b>55 043 526</b>
REALISATION DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE					
SECTION DE FONCTIONNEMENT (1ère SECTION)	Total dépenses	56 264 551	Total recettes	55 043 526	
	Résultat prévisionnel (excédent)	0	Résultat prévisionnel (déficit)	1 221 025	
	Total ouvertures de crédits	56 264 551	Total prévisions de recettes	56 264 551	
SECTION OPERATIONS EN CAPITAL (2ème SECTION)	Total dépenses	4 322 700	Total recettes	0	
	IAF (Vir. à la 1ère section)	0	CAF (Vir. de la 1ère section)	0	
			Compte 775 (Vir. de la 1ère section)	0	
	Augmentation FDR	0	Diminution FDR	4 322 700	
	Total ouvertures de crédits	4 322 700	Total prévisions de recettes	4 322 700	
TOTAL GENERAL	Total brut ouvertures de crédits	60 587 251	Total brut prévisions de recettes	60 587 251	
	Vir. entre section à déduire	0	Vir. entre section à déduire	0	
	Total net ouvertures de crédits	60 587 251	Total net prévisions de recettes	60 587 251	

Art. 2. — Le directeur général de l'éducation et des enseignements, le chef d'établissement et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Atuona et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 5711 MEE du 1er juillet 2024 autorisant Mme Jennifer KAHN à effectuer une campagne de sondages archéologiques dans les tarodières situées sur les terres « Aipapa » et « Vaiavai », sises dans la commune associée de 'Āvera, commune de Rurutū, île de Rurutū, archipel des Australes**

*NOR : SCP24504699AM-1*

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 822 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française et notamment ses articles D. 154-1 et suivants ;

Vu l'arrêté n° 1984 CM du 4 octobre 2018 modifié relatif à la direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu ;

Vu la demande d'autorisation de travaux archéologiques formulée par l'intéressée le 28 avril 2024 (courrier enregistré n° 1839 DCP) ;

Vu les autorisations des propriétaires en date du 28 avril 2024 (courrier enregistré n° 1839 DCP),

Arrête :

Article 1er. — Mme Jennifer KAHN, archéologue, est autorisée à effectuer une campagne de sondages archéologiques dans les tarodières situées dans le village de 'Āvera, sur les terres « Aipapa » et « Vaiavai », sises dans la commune associée de 'Āvera, commune de Rurutū, île de Rurutū, archipel des Australes.

Art. 2. — Cette autorisation lui est donnée pour une période allant du 1er au 15 juillet 2024.

Art. 3. — Ce travail de recherches archéologiques est conduit sous le contrôle de la cellule du « patrimoine culturel » de la direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu.

Art. 4. — L'enregistrement des données de terrain se fera exclusivement via l'application en ligne « Rumia » mise en place par la direction de la culture et du patrimoine - Te Papa Hiro'a 'e Faufa'a tumu à cet effet.

Art. 5. — En cas de découvertes durant cette campagne archéologique, l'ensemble des artefacts rassemblés sera transféré à Tahiti et mis en dépôt dans les locaux de la direction de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain pour y être étudié. Une fois rendus à destination et inventoriés conformément à l'usage, la direction de la culture et du patrimoine en informera immédiatement les propriétaires des parcelles par voie numérique, ainsi que la commune de Rurutū, en leur transmettant la liste descriptive complétée de photographies.

Art. 6. — Une copie de tous les documents de terrain (carnets de fouilles, relevés de terrain, notes, photographies et liste des sites répertoriés avec leur localisation géographique référencés en WGS 84) seront remis à la direction de la culture et du patrimoine dès la fin des travaux de terrain.

Art. 7. — Le rapport final sera remis à la direction de la culture et du patrimoine en 1 exemplaire original, aux formats papier et numérique, au terme de la campagne archéologique. Une restitution des travaux entrepris sera effectuée dans les locaux de la direction de la culture et du patrimoine sous forme d'exposé aux agents concernés.

Art. 8. — En cas de prélèvement sur site à des fins d'analyse, d'étude et de datation dans des laboratoires extérieurs, les échantillons de charbons et de sédiments, de vestiges lithiques et de vestiges de faune et flore pourront faire l'objet d'une autorisation d'exportation temporaire octroyée par la direction de la culture et du patrimoine. Cette autorisation précitée mentionnera les conditions liées à cette exportation temporaire ainsi que les délais de transmission des résultats scientifiques.

Art. 9. — Le présent arrêté peut être immédiatement abrogé en cas de non-respect des dispositions susmentionnées, conformément aux articles D. 154-2 et suivants du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Art. 10. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur, en charge de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ****Arrêté n° 5718 MSP du 1er juillet 2024 portant délégation de signature à Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim***NOR : DSP24506935AM-1*

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la loi du pays n° 2020-4 du 16 janvier 2020 modifiée relative à l'organisation sanitaire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 92-97 AT du 1er juin 1992 modifiée définissant les missions du service territorial de la santé publique dénommé direction de la santé ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de déconcentration de l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1300 CM du 23 septembre 1999 modifié fixant l'organisation et le fonctionnement du centre d'accueil pour personnes âgées, dénommé Te Fare Matahiapo ;

Vu l'arrêté n° 625 CM du 15 mai 2001 modifié définissant les missions des services de l'administration de la Polynésie française confiées, dans chaque archipel, à la circonscription ou aux subdivisions déconcentrées ;

Vu l'arrêté n° 1414 CM du 10 septembre 2020 relatif au régime des délégations de signature ;

Vu l'arrêté n° 1771 CM du 26 août 2021 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 871 CM du 26 juin 2024 portant nomination de Karine VANNES en qualité de directrice de la santé par intérim ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la circulaire n° 6125 PR du 15 septembre 2020 relative au régime des délégations de signature du Président de la Polynésie française, du vice-président et des autres membres du gouvernement,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, dans la limite de ses attributions, tous les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5, 1.6 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 susvisée, à l'exclusion de tous documents concernant les relations avec la Communauté du Pacifique, l'Organisation mondiale de la santé et le ministère chargé de la santé du Gouvernement de la République.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim, à l'effet de signer, au nom du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, les actes ci après :

A - Dans le domaine des missions générales de la direction de la santé :

1° Admission dans les formations hospitalières relevant de la direction de la santé ;

2° Tout acte relatif à l'exercice du contrôle sanitaire aux frontières ;

3° Tout acte relatif à la scolarité et aux examens des étudiants de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault ;

4° Évacuations sanitaires ;

5° Tout acte relatif aux investigations des épidémies et à la surveillance des maladies relevant du domaine de compétence de la direction de la santé ;

6° Habilitation des personnes chargées de mener les consultations sociales prévues dans le cadre de l'interruption volontaire de grossesse ;

7° Conventions d'accueil de stagiaires avec les établissements scolaires situés en Polynésie française et avec les établissements de santé ;

8° Conventions de stage pour les étudiants de l'Institut de formation des professions de santé Mathilde-Frébault et conventions d'accueil en stage pour les étudiants en soins infirmiers ou aides-soignants en provenance de France métropolitaine ou de Nouvelle-Calédonie souhaitant effectuer leur stage dans un établissement de santé en Polynésie française ;

9° Conventions nécessaires à la mise en œuvre des consultations de spécialistes dans les archipels ;

10° Conventions de coopération avec le Centre hospitalier de la Polynésie française ou les autres établissements de santé ;

11° Gestion du centre d'accueil pour personnes âgées dénommé Te Fare Matahiapo.

B - Dans le domaine de l'hygiène et de la salubrité publique, tout acte relatif à :

1° La lutte anti-vectorielle ;

2° L'hygiène de l'environnement ;

3° L'hygiène alimentaire ;

4° L'hygiène des crèches et garderies, salons de coiffure, salons de tatouage et instituts de beauté.

C - Dans le domaine de la gestion du personnel :

1° Propositions de réduction ou de bonification pour les avancements à l'ancienneté, de changement de grade ou de changement de groupe ;

2° Notations ;

3° Ordres de déplacement à l'intérieur de la Polynésie française ;

4° Réquisitions de transport et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;

5° Autorisations d'absence à l'exception des autorisations d'absence accordées pour participation à des rencontres sportives ou culturelles de haut niveau ; et de celles accordées aux agents de l'administration candidats aux élections ;

6° Congés de toute nature ;

7° Organisation de la formation et conclusion des conventions s'y rapportant ;

8° Suspension et réintégration après suspension de contrat de travail pour raison de santé ;

9° Établissement et traitement des documents et formulaires liés aux accidents du travail ou aux arrêts de travail ;

10° Sanctions disciplinaires : avertissements et blâmes ;

11° Nomination des surveillants pour les personnels paramédicaux exerçant les fonctions de surveillants ;

12° Changement d'affectation au sein de la direction de la santé ;

13° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures toxiques ;

14° Organisation des visites médicales ;

15° Certificats de travail et toutes attestations prévus par la réglementation sociale, excepté les attestations de salaire ;

16° Certificats de prise de fonction, de réintégration, de cessation de fonction ou attestations de travail ;

17° Opérations de certification de services faits ;

18° Assignation du personnel pour assurer la continuité du service.

D - Dans le domaine de la gestion des crédits alloués :

1° Engagement et liquidation des dépenses de fonctionnement et d'investissement ;

2° Liquidation des recettes ;

3° Liquidation des réquisitions de transports et de bagages à l'intérieur de la Polynésie française en exécution d'un ordre de déplacement ou d'un acte administratif (arrêtés, contrats, etc.) ;

4° Certification des états liquidatifs d'heures supplémentaires et d'heures complémentaires, d'indemnités d'astreinte et de garde, d'indemnités de salissures et toxiques ;

5° Remboursement des frais liés aux accidents du travail ;

6° Actes de procédure ayant trait à la passation des marchés publics, ainsi qu'à l'attribution, la signature, l'exécution et au règlement des marchés publics passés en application de la réglementation applicable aux marchés publics de la Polynésie française ;

7° Demandes de virement de crédits d'article à article au sein d'un même sous-chapitre ;

8° Contrats et conventions relatifs à l'exercice de compétences dévolues à la direction de la santé ;

9° Certification du service fait ;

10° Arrêtés d'indemnités kilométriques ;

11° Conventions de groupement d'achat.

Art. 3. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim, délégation de signature est donnée à M. le docteur Damien DURAND, directeur adjoint de la santé, à l'effet de signer les actes et correspondances cités aux articles 1er et 2 du présent arrêté.

Art. 4. — Mme Karine VANNES, directrice de la santé par intérim, reçoit délégation pour certifier le caractère exécutoire des actes ou décisions signés dans les matières énumérées dans le présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, lesdites délégations sont dévolues à M. le docteur Damien DURAND, directeur adjoint de la santé.

Art. 5. — L'arrêté n° 5135 MSP du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. le docteur Philippe BIAREZ, directeur de la santé, est abrogé.

Art. 6. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 1er juillet 2024.

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*  
Cédric MERCADAL

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION  
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

**Arrêté n° 5620 MJP du 28 juin 2024 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française**

*NOR : SJS24505957AM-1*

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, et aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5125 MJP du 5 juin 2024 portant composition du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française organisée le 8 juin 2024 à Tahiti ;

Vu le compte-rendu du jury n° 2558 MJP/DJS du 10 juin 2024 de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le 8 juin 2024 à Tahiti,

Arrête :

Article 1er. — Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- n° 09-2024/BSA/PF Mme Hereiti Angel BESSON ;
- n° 10-2024/BSA/PF M. Christophe CHANT ;
- n° 11-2024/BSA/PF M. Raiatua Rairii EBB ;
- n° 12-2024/BSA/PF Mme Émilie Carole MADOURG ;
- n° 13-2024/BSA/PF Mme Vilayphone SANANIKONE ;
- n° 14-2024/BSA/PF Mme Maya Vahinehau THOMPSON ;
- n° 15-2024/BSA/PF Mme Rachel Rahera TINIRAU ;
- n° 16-2024/BSA/PF M. Romain Matt TOPA.

Art. 2. — Le titulaire du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, dont le nom suit, est recyclé pour une durée de cinq années à compter de la date du présent arrêté :

- n° 07-2018/BSA/PF, M. Marcel Mahurai RENVOYÉ.

Art. 3. — La ministre des sports, de la jeunesse et de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 juin 2024.

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII



# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes


**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

## L'Imprimerie Officielle vous informe que



La mise à jour du  
Code des impôts  
de la Polynésie  
française  
au 1<sup>er</sup> janvier 2023

JOPF n°29 NS du 03/05/2023  
de 364 pages

est disponible à la vente  
au prix de 1.929 F CFP TTC